



HANNIBAL STRATEGIC INSTITUTE
معهد حنبعل الاستراتيجي

RAFAA TABIB

**PROCESSUS POLITIQUE ET SECURITAIRE EN LIBYE :
QUELLES PERSPECTIVES DE DENOUEMENT
STRATEGIQUE A LA LUMIERE DE LA DIVISION DES
CHAMPS POLITIQUE ET MILICIEN ?**



DECEMBRE 2021

PROCESSUS POLITIQUE ET SECURITAIRE EN LIBYE :
QUELLES PERSPECTIVES DE DENOUEMENT STRATEGIQUE A LA LUMIERE DE LA
DIVISION DES CHAMPS POLITIQUE ET MILICIEN ?

INTRODUCTION

La Libye est aujourd'hui un symbole de la complexité des bouleversements qui travaillent et redessinent la rive Sud de la Méditerranée depuis les « *printemps arabes* ». Cette complexité ajoute à l'opacité entourant un pays qui demeure le moins connu de cette rive. Elle accroît également le potentiel déstabilisateur de ce pays qui reste une source principale de tensions géopolitiques en Méditerranée.

Dans ce processus de bouleversements, la Libye se singularise à la fois par une très forte instabilité et surtout par un rare enchevêtrement de fractures multiples qui se croisent et s'alimentent. Mais au-delà de ce chaos, les incertitudes et les trajectoires bousculées de la transition en Libye, expriment en les exacerbant, les difficultés et les écueils du processus de mutations sociétales et politiques qui touchent l'ensemble des sociétés arabes et particulièrement en Libye. Aussi, la présente étude, se propose-t-elle d'interroger le processus politique et sécuritaire en Libye en mettant en exergue les perspectives de dénouement stratégique en fondant l'approche sur la division des champs politique et milicien.

L'instabilité structurelle qui mine la Libye et désintègre ses structures étatiques déjà fragiles, est la conséquence de l'impasse des luttes de pouvoir et de reclassement. Ces luttes, qui peinent à être tranchées, opposent d'une part les nouvelles élites issues de l'insurrection et d'autre part les élites issues des notabilités déjà établies, reconverties ou non au nouveau pouvoir. Les clivages armés et politiques, depuis les premiers jours ayant succédé à l'effondrement de la Jamahiriya, ont abouti à l'émergence d'une situation marquée par une dualité institutionnelle et à une fragmentation, dans la violence, tant politique que territoriale du pays. Ce chaos pose une question centrale aussi bien sur les échecs multipliés des transitions dans cette région du monde et celle de l'émergence de pouvoirs fragmentés. La gestion

de cette question est en soi toujours porteuse de tensions et d'instabilité surtout et précisément dans la configuration spécifique libyenne. En effet, la trajectoire violente en Libye et ses multiples impasses révèlent la difficile adéquation entre une l'impératif du changement politique, d'un côté et les modalités idoines du renouvellement des élites grâce à un remodelage institutionnel. Ce renouvellement qui s'est traduit, dans les faits, depuis la chute de la Jamahiriya, par la marginalisation des anciennes élites, la déstabilisation de l'Etat et l'éclatement de la cohésion nationale et sociale. La marginalisation de pans entiers de la société en Libye a été accompagnée et réalisée grâce à l'usage de la violence armée milicienne, générant ainsi une instabilité chronique, laquelle a d'ailleurs, dans une phase ultérieure, ouvert un large interstice à l'implantation de groupes djihadistes. Bien plus que dans son voisinage, les tenants du pouvoir à Tripoli, depuis 2011, se sont illustrés par leurs alliances ambiguës qu'ils entretiennent avec les islamistes violents et principalement les factions se réclamant du djihad globalisé. Le contexte local étant moins contraignant pour eux qu'en Tunisie ou en Egypte, les gouvernements successifs à Tripoli, proches de la confrérie des frères musulmans, affichent perméabilité aux courants djihadistes avec lesquels ils ont tissé des pactes, ouvrant ainsi un espace politique à ces derniers dont l'ancrage civil est pourtant faible. Ce positionnement, qui pèse lourdement sur les destins et la stabilité dans une large partie de la Libye, constitue désormais une spécificité des courants islamistes au pouvoir à Tripoli, lesquels peinent à opérer une mutation vers une pratique politique civile et démocratique et à se différencier explicitement des conceptions totalitaires et violentes.

La complexité du champ politique libyen est encore plus exacerbée par la prédominance des acteurs locaux, la fragmentation en « localismes » et la difficulté de les nationaliser, autant de sources d'instabilité structurelle. Des « localismes » qui se conjuguent également avec la résurgence ou la reconstruction d'identités segmentaires notamment tribales, des revendications identitaires ethniques et des tendances centrifuges régionales.

L'affaiblissant l'autorité de l'Etat en Libye interroge sur sa nature et les ambiguïtés qui ont présidé à sa construction et la réalité de ses enracinements. Les difficultés de la transition et le désordre institutionnel, tout en relevant d'abord des acteurs libyens, s'alimentent également des enjeux de puissance internationaux qui les exacerbent et que la rente pétrolière aiguise. Le soulèvement libyen a été perturbé à son début même par l'intervention militaire occidentale. Aujourd'hui, les luttes de pouvoir qui déchirent le pays sont attisées par des puissances régionales soutenant financièrement et militairement les différentes factions.

Enjeu vital pour son économie rentière, la question migratoire est également pour la Libye un enjeu international central, qui pèse dans ses rapports avec l'Europe et particulièrement l'Italie et Malte, concernés par le transit de l'immigration irrégulière depuis la Libye. La guerre qui n'a pas tari les flux a, par contre, favorisé un processus croissant d'informalisation, de criminalisation et d'exploitation de la migration.

CHAPITRE I :
AUX ORIGINES DE LA VIOLENCE ET DE LA FRAGMENTATION

Pour comprendre la Libye et ses dynamiques internes, il faut articuler trois dimensions essentielles : le caractère segmentaire de la société libyenne, la rente pétrolière et plus marginalement, les sources de légitimité religieuse, lesquelles se structurent autour de trois dimensions : le rôle encore présent des confréries, l'islam traditionnel et enfin les formes de salafisme dans leur forme politique : les frères musulmans et leurs configurations violentes : les différents groupes djihadisme.

Les sociétés segmentaires ont été étudiées et théorisées par les anthropologues (Gellner 1969). Il faut insister sur ce point car, il y a là une spécificité libyenne dans le monde arabe contemporain et qui explique en grande partie la situation actuelle : une situation de profonde fragmentation.

La structure de la société libyenne était principalement tribale et même si les processus démographiques, l'urbanisation et le développement de la Libye avaient érodé peu à peu ce caractère, il a été réactivé par le régime de Kadhafi tout en étant transformé et est redevenu une réalité depuis 2011. Le référent essentiel de la vie collective était la famille, le clan, la tribu, lesquels assuraient à l'individu protection, ressources et soutiens contre d'autres clans. C'est d'autant plus vrai dans des périodes de profonds conflits, quand il n'existe plus de système de sécurité collectif et quand les individus doivent se replier sur leurs groupes sociaux respectifs voire les réactiver de manière plus ou moins mythique car ils sont les seuls susceptibles d'apporter les ressources nécessaires à la survie.

Traditionnellement, entre les tribus, régnait un « régime d'hostilité permanente » basé sur des systèmes complexes d'alliances et d'oppositions qui pouvaient se décliner à plusieurs niveaux et dans la longue durée. Il était possible pour un groupe ou une portion de tribu d'être en opposition avec un autre groupe sur des problèmes d'accès à des ressources locales mais en même temps, allié à ce même groupe pour défendre des intérêts collectifs moins locaux face à des tribus plus éloignées. Le système d'alliance a donc toujours été en Libye multiscalaire, évolutif,

fragile, en perpétuelle recomposition. La violence était permanente, sous-jacente, constitutive même du système. Elle s'incarne par un jeu de vengeance entraînant des représailles sur tous les territoires de l'alliance. La devise de Hobbes : « *La guerre de tous contre tous* » pourrait s'y appliquer à la réserve qu'il ne s'agit pas d'individus mais de groupes sociaux en processus constant de « scission » et de « fusion ».

Les acteurs sont donc tout autant des figures charismatiques, des chefs de guerre, ayant la capacité de consolider leurs groupes où d'empêcher d'autres groupes de prospérer. Des groupes, dont les contours et les modes de légitimation, peuvent varier d'une période à l'autre. Ces dynamiques donnent toute leur pertinence aux analyses en termes de recomposition des élites même s'il faut intégrer les analyses d'acteurs dans une analyse structurale et géographique. Cela permet de comprendre la dynamique de scission territoriale en cours, son caractère durable alors même qu'il pouvait être anticipé avant même la chute de Kadhafi.

Plusieurs instances limitaient la portée de la violence et la cantonnaient dans des limites rendant la vie supportable. C'était d'abord et avant tout, l'habitude et la pratique de la négociation pour ajuster sans cesse les alliances ou décider de ses ruptures. C'était surtout aussi l'acceptation d'une instance supérieure à qui chacun reconnaissait un rôle d'arbitrage. Cette instance était jouée par la confrérie soufie Senoussi ou d'autres confréries avec la figure charismatique de « Saints » ou de « Sheikhs ». Enfin, les communautés conservent même dans la période actuelle des capacités de contrôles territoriaux tandis qu'à de nombreuses reprises, les chefs de tribus prennent l'initiative de résoudre des conflits, d'atténuer des tensions, d'échanger des prisonniers, voire même de conclure des cessez-le-feu.

La Libye moderne a cependant en partie, rompu avec ce modèle traditionnel. La découverte du pétrole a totalement changé la donne et a nécessité la création d'institutions centralisées capables d'en gérer l'exploitation et la valorisation. Cela aurait pu déboucher sur la création d'un Etat moderne avec des institutions différenciées. Mais Kadhafi a mis en place un tout autre système qualifié de « *Pacte du Livre Vert* » et qui visait à empêcher l'apparition d'institutions stables (armée,

police, organisation territoriale, syndicat, etc.) et au contraire, à instaurer une gouvernance mêlant l'instabilité, la redistribution de la rente et la délégation des pouvoirs à des groupes fractionnés. Kadhafi a pu ainsi se placer au milieu d'un jeu complexe de négociation et de violence arbitraire pour contrôler l'ensemble du pays. Ce faisant, il a non seulement empêché la création d'un Etat moderne mais il a réactivé les dynamiques segmentaires de la société libyenne.

On pouvait espérer que la disparition de Kadhafi conduirait à la fois, à une réactivation du rôle de stabilisation et de conciliation des confréries soufies, réaffirmant une fonction de « médiateur externe » en raison de leur caractère sacré et à l'émergence d'un embryon d'Etat moderne qui deviendrait, peu à peu, le détenteur unique de la violence légitime. Rien n'est arrivé de tel. Le pouvoir des confréries est en réalité des plus limités et leur influence ne se traduit pas par une emprise réelle sur la société. L'attachement aux mausolées et aux tombeaux des saints reste cependant bien réel. Par ailleurs, l'islam traditionnel libyen encore baigné par les traditions soufies, est précisément disputé sur son terrain par les groupes djihadistes qui se réclament d'une tout autre source d'inspiration religieuse. Le point le plus préoccupant est certainement, non pas la disparition de l'Etat Libyen qui n'a jamais existé au sens de « système d'institutions différenciées » mais à l'érosion des quelques éléments qui existaient comme l'organisation territoriale, les institutions pétrolières, des forces de sécurité, une police, des institutions judiciaire, etc.

L'effondrement de la Jamahiriya et de son système de gouvernance particulière, qui avait tout de même tenu plus de quarante ans, s'est finalement traduit par un vide institutionnel radical que les forces politiques en présence n'ont pas su combler.

La société libyenne est pour ainsi dire retournée à ses « démons fragmentaires ». C'est ainsi qu'il faut lire la dynamique de la fragmentation et c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'échec de la transition (Moisseron et Tabib, 2014).

Cette dimension fragmentaire qui s'est manifestée par la multiplication des milices autonomes a pris une dimension politique à l'échelle des trois grandes régions de la

Libye. Ici encore, la géographie des espaces impose ses logiques structurelles : la Libye est un pays composé historiquement de trois régions distinctes : La Tripolitaine à l'ouest, historiquement orientée vers la Tunisie ; l'ancienne *Ifriquiya*, la Cyrénaïque, historiquement et culturellement liée à l'Égypte et au Moyen-Orient et enfin le Fezzan au sud, qui a de tout temps été un pont entre les échanges nord-africains et sahélo-sahariens. Le Fezzan est historiquement orienté vers le sud et constitue la plus africaine des régions libyennes. Les vastes espaces désertiques qui séparent ces régions expliquent la situation de l'effritement territorial de l'Etat.

La bipolarisation entre l'Est et l'Ouest n'a rien de nouveau. Si l'on croit des sources historiques qui relèvent en partie de la tradition orale, deux grandes tribus se sont installées en Libye au milieu du XI^e siècle, les Banu Hillal en Tripolitaine et les Banu Salim en Cyrénaïque. La plupart des tribus arabes se réclament aujourd'hui d'une ascendance de l'une ou de l'autre de ces groupes ancestraux (Moisseron 2011).

Les tentations de scissions ou du moins d'autonomie de fait des trois régions, n'ont pas tardé à se faire sentir à la suite de l'effondrement de la Jamahiriya. Le 6 mars 2012, 3000 délégués de la Cyrénaïque se sont réunis en Congrès, ont déclaré leur autonomie et ont élu Ahmed Senoussi, un neveu de l'ancien roi Idriss et membre du CNT, comme chef de ce conseil. Pour son malheur, la Libye dispose de ressources d'hydrocarbures indépendantes, les unes en Tripolitaine, les autres en Cyrénaïque, même si ces ressources sont très inégales en termes de quantités. Ces jeux d'alliances se renforcent par l'ironie de la géographie pétrolière qui veut qu'en Libye les deux parties du pays, la Cyrénaïque et la Tripolitaine, disposent chacune de ressources pétrolières et gazières indépendantes. En théorie, elles pourraient être autonomes et viables (Moisseron, 2011). La question territoriale s'articule donc avec la question rentière.

La rente pétrolière impose cependant sa logique, car tout groupe qui cherche à utiliser des ressources d'hydrocarbures, doit pouvoir contrôler d'une manière ou d'une autre l'ensemble de la chaîne d'exploitation, des champs pétrolifères aux

terminaux pétroliers. Il faut aussi contrôler les pipelines pour éviter qu'ils ne soient détruits. Bref, la nature même de l'exploitation des hydrocarbures suppose un certain niveau de centralisation, faute de quoi le minimum de ressource ne peut plus être partagé par les groupes sociaux. Cette contrainte technique et géographique est une limite sérieuse à l'état de fragmentation de la Libye et elle a été au cœur de la capacité de Kadhafi de maintenir l'unité du pays. Mais il suffit de se pencher sur une carte pour considérer que cette contrainte ne mène pas nécessairement à un projet national impliquant l'ensemble de la Libye. En effet, les champs pétrolifères en Libye sont dans deux régions différentes, non continues et même séparées par un territoire désertique assez grand. Il y a donc une autre option possible pour les élites locales et c'est celle qui est en réalité en train d'être mise en œuvre : il s'agit de nationaliser les infrastructures et les ressources pétrolières au niveau méga-régional, en Tripolitaine d'une part et en Cyrénaïque d'autre part. C'est d'autant plus tentant pour la Cyrénaïque qu'elle dispose des deux tiers des réserves et qu'elle est animée d'un profond ressentiment contre le centralisme de Tripoli, car elle ne bénéficiait pas des retombées de la rente à la hauteur de sa contribution. Il n'est plus question à présent pour la partie Est du pays de se retrouver dans une telle situation. Elle a donc tout intérêt à construire une entité étatique en Cyrénaïque. La géographie du pétrole explique donc assez bien, la tentation régionaliste de la Cyrénaïque.

Les dynamiques de la scission

Toute la décennie 2011 - 2020 peut être interprétée comme l'échec de la mise en place d'un projet national en Libye.

La dynamique de l'insurrection de 2011 a été dès le début, marquée par l'opposition territoriale de la Cyrénaïque même si la ville de Misratha en Tripolitaine, a également joué un rôle majeur.

L'état de délabrement des structures de la sécurité et du contrôle de la Libye, ajouté à une zone largement délaissée par le pouvoir central de la Libye, de surcroît

victime d'une plus grande violence politique, expliquent que les groupes politiques locaux aient voulu saisir l'occasion de l'insurrection pour reconfigurer la place de la Cyrénaïque dans l'Etat libyen. Cette confrontation a été très rapidement armée et elle a pris immédiatement une dimension internationale avec le soutien et l'intervention de la France. Il n'a en effet fallu, que quelques jours entre, d'une part, la formation du Conseil National de Transition (CNT) le 26 février 2011 et la résolution 1973, le 17 mars 2011, d'une autre part. Résolution qui établissait une zone d'exclusion aérienne au nom de la protection des civils et pour éviter un massacre réel ou supposé à Benghazi. Le démantèlement de la Jamahiriya marquait la victoire d'une coalition naissante en Cyrénaïque qui n'acceptera plus d'être reléguée en deuxième zone. Malgré cet ancrage territorial, la Libye s'est retrouvée dans un état de non-droit sans institutions régaliennes de base assurant le monopole de la violence. Une multitude de groupes organisés sur des bases régionales, tribales, ethniques, doctrinales, s'est saisi des arsenaux laissés à disposition par l'ancien régime et a commencé à exercer une emprise territoriale basée sur la violence.

Le CNT s'est heurté à cette violence endémique mais a réussi à sauvegarder l'unité nationale et à organiser des élections en Juillet 2012 qui ont abouti à la création du Congrès Général National (CGN). Malgré tout, la situation s'est rapidement tendue à l'occasion de la définition de la loi dite d' « exclusion » qui devait définir la place de l'ancienne élite et de ceux qui avaient participé au régime de la Jamahiriya. La question était particulièrement complexe car étant donnée la longévité du régime de Kadhafi, de nombreux opposants à Kadhafi voire même des rebelles actifs dans la lutte contre l'ancien régime avaient toutefois été, parfois dans des périodes récentes, membres de différents gouvernements de Kadhafi. C'était le cas de personnalités comme Mahmoud Jibril ou de Moustapha Abdel Jalil le premier Président du CNT en mars 2013 mais ministre de la justice quelques jours auparavant.

La loi d'exclusion avait le soutien de l'élite de Misratha qui a fondé sa puissance sur le commerce et non sur son implication dans les structures d'Etat et qui donc, avait été plus marginalement cliente de la rente pétrolière. Elle avait surtout le soutien des islamistes qui avaient été violemment combattus par Kadhafi.

Cette loi d'exclusion a donc polarisé les camps et commencé à dessiner des modes concurrents de légitimité pour des groupes sociaux antagonistes. Toute l'année 2013 fut marquée par une violence croissante. La situation devint intenable avec la fin du mandat du CGN en février 2014. Perdant sa légitimité et devant son incapacité à lutter contre la violence et à rétablir la paix, le Général Haftar lança un ultimatum au GGN pour que soit procédées, à des élections en vue d'élire une Chambre des Représentants. Sous ces revendications se jouait cependant la constitution d'une alliance autour du Général Haftar regroupant des anciens cadres de l'armée libyenne mais aussi les milices Zintan contre les Misrathis alliés aux frères musulmans et à des djihadistes.

C'est dans ce climat tendu que se sont tenues les élections le 26 aout 2014. Malgré leur manque de représentativité, ces élections ont fait perdre leur avantages aux Misrathis et aux islamistes, qui à la fois ne souhaitaient pas assouplir la loi d'exclusion mais risquaient aussi d'être victimes de lois antiterroristes que voulaient mettre en vigueur les membres nouvellement élus et notamment Mahmoud Jibril. Cela a conduit à la création de la coalition de *Fajr Libya* (Aube de Libye) regroupant des milices fidèles au CGN. Après de nombreux affrontements dont elle est sortie victorieuse à Tripoli, cette coalition armée a poussé à la dissolution de la Chambre des députés nouvellement élue et à la formation d'un gouvernement de Salut National. La Cour suprême de Libye, installée à Tripoli, a par ailleurs déclaré que la Chambre des députés était illégale. La Libye s'enfonçait ainsi dans un profond écueil institutionnel avec d'une part une Chambre dont le mandat s'était arrêté quelques mois plus tôt et d'autre part, une Chambre élue mais désavouée par une Haute autorité, elle-même contestée.

Vue l'état de violence et d'insécurité, nombre de députés nouvellement élus ont préféré établir le siège de la nouvelle Chambre à Tobrouk. En réaction, un certain nombre de députés nouvellement élus, refusèrent de se déplacer à Tobrouk et se sont joints au CGN pour reconstituer une chambre et un gouvernement.

La Libye s'est ainsi trouvée avec deux parlements et deux gouvernements de facto, l'un basé à Tripoli, et l'autre en Cyrénaïque (la Chambre à Tobrouk et le gouvernement à Al Baydha). Les scissions ultérieures, lors de la bataille pour Tripoli en 2019 ainsi que la formation, sous l'égide de l'ONU du gouvernement de concorde nationale et dans un second temps du gouvernement d'unité nationale en 2020, n'ont pas cessé et ont même connu un point d'orgue lors de l'affrontement entre l'armée de Haftar et les mercenaires syriens dépêchés par l'allié de l'exécutif de Sarraj, la Turquie d'Erdogan.

Les destins de la fragmentation du champ politique et territorial

La Libye a opéré sa scission par la reconstitution de deux grandes alliances qui vont s'opposer durablement au point de remettre en cause l'unité même du pays. Cela s'explique par les choix stratégiques que doivent opérer les forces politiques fractionnées en fonction de leurs ressources et de leurs dynamiques internes. Les élites locales doivent en effet à la fois, maintenir leur cohérence et en même temps établir leur emprise sur les ressources. Ces deux contraintes peuvent être convergentes ou au contraire divergentes, selon les situations.

Pour établir l'unité de l'alliance et c'est le propre de toute société segmentaire, il est nécessaire d'avoir un ennemi commun aux membres de l'alliance et développer un mythe identitaire reposant sur des modes de légitimation. L'hostilité voulue ou provoquée envers « l'autre » est un puissant ciment intérieur tenant ensemble les éléments fragmentés. C'est d'ailleurs face à l'ennemi commun, que représentait la colonisation italienne, que l'idée nationale libyenne a commencé à émerger. Il faut d'ailleurs noter que c'est précisément dans une période d'apaisement avec la

communauté internationale que la fragilité interne du régime de Kadhafi est devenue plus manifeste.

La période qui suit la chute de Kadhafi ne présente plus du tout cette configuration. La communauté internationale n'est plus considérée comme l'ennemi mais au contraire, comme l'alliée. C'est surtout vrai pour la Cyrénaïque qui a salué l'intervention contre Kadhafi. Il faut se rappeler la visite de Nicolas Sarkozy à Benghazi en 2011. Mais c'est vrai aussi pour la Tripolitaine qui obtient des soutiens de la Turquie et du Qatar.

Le monde extérieur n'est plus perçu en Libye comme l'ennemi. Il faut donc que le système d'alliance retrouve un ennemi au sein même du pays et chaque grande alliance tend à prendre l'autre grande alliance pour ennemi. Ce qui fait le ciment de l'alliance tripolitaine, c'est la Cyrénaïque et ses soutiens égyptiens. Ce qui fait le ciment de l'alliance Cyrénaïque, c'est la Tripolitaine et ses mercenaires du Levant et de la Turquie. La polarisation devient donc un élément de cohésion interne à chacune des grandes alliances. Faire la paix avec l'autre grande alliance revient donc à affaiblir le jeu des compromis avec les membres internes à l'alliance qui sont absolument essentiels pour maintenir l'accès à la rente pétrolière. Faire la paix, c'est donc, dans une certaine mesure, prendre le risque de perdre sa cohésion et se dissoudre ou encore d'accélérer la scission interne.

Pourquoi prendre ce risque ? Le gain d'une union nationale, d'un gouvernement unique, d'un projet étatique unifié, reviendrait pour les deux protagonistes à obtenir une partie des ressources pétrolières de l'autre alliance. Mais de ce point de vue, seule la Tripolitaine qui ne dispose que d'un tiers des ressources d'hydrocarbures, a intérêt à cela. La Cyrénaïque n'y a aucun intérêt.

L'alliance tripolitaine

L'alliance désignée ici par l'alliance Tripolitaine s'est constituée autour des élites locales de Misratha. Cette cité s'est imposée par la cohésion de ses communautés et de ses forces politiques, qui s'appuient sur une bourgeoisie commerciale depuis

longtemps établie dans la ville portuaire. Les forces économiques de la ville ne dépendent pas en premier lieu de l'exploitation du pétrole, mais plutôt des ressources du commerce. Les forces politiques de Misratha sont donc restées unies et ont pu résister à la fois aux tentatives de Kadhafi de prendre la ville au printemps 2011, mais elles ont pu passer à l'offensive contre les Zintan pour prendre le contrôle de Tripoli en 2014. Misratha qui est à présent la force politique dominante en Tripolitaine et est candidate à prendre le leadership sur l'ensemble de la Libye, a conduit la coalition de la défense de Tripoli face à l'armée de Haftar et a été aussi à l'origine de la conclusion des accords sécuritaires avec la Turquie en 2019. Elle compte de solides opposants à la fois chez les Zintan qui disposent eux-aussi d'une forte cohésion et plus marginalement des communautés de Beni Walid qui sont à la fois historiquement opposées aux Misrathis mais en même temps, trop affaiblies par leur dissensions internes pour jouer un rôle au niveau national.

Misratha, en raison de son rôle décisif dans la résistance de la Tripolitaine, entend bien capitaliser sur sa légitimité révolutionnaire. Celle-ci s'est formée dans la résistance à Kadhafi et à Haftar. La maîtrise du port et donc, l'un des principaux accès à la mer, a été décisif pour acheminer armes, munitions, biens, et même troupes pour contenir les offensives contre l'ensemble de la Tripolitaine en 2011, 2014 et 2019.

Forte de son rôle central dans le dispositif sécuritaire dans la Tripolitaine, Misratha a pu lancer le bouclier de la Tripolitaine dès 2012. Elle a par ailleurs agrégé les frères musulmans et les djihadistes locaux héritiers du Groupe GICL. Les milices de Misratha ont été particulièrement virulentes contre la ville de Tawargha (40000 habitants) vidée de sa population au prétexte d'un soutien à Kadhafi et encore contre Beni Walid et Tarhouna. Quand le projet national s'est enlisé, les forces Misrathies ont lancé l'opération *Fajr Libya* en agrégeant des forces aussi disparates que des salafistes d'AnsarEsh-Sharia ou des Amazighs opposés aux Zintan. En 2019, les milices de Misratha ont constitué le noyau de l'opération *Bourken Al Ghadhab*, dont le but était de repousser hors de la Tripolitaine, les forces de Haftar

qui ont marché sur la capitale à partir du 4 avril 2019. Cette opération s'est traduite par des affrontements violents qui se sont étalés jusqu'aux environs de Syrte.

L'alliance tripolitaine repose donc sur des forces économiques de la bourgeoisie commerciale et sur l'exploitation du pétrole tripolitain. Sur le plan idéologique, elle s'appuiera sur les frères musulmans qui sont une expression d'un islam urbain en Libye. Sa source de légitimité repose sur la révolution et la résistance aux menées guerrières de l'armée de Haftar. Elle a mis en place la loi d'exclusion pour exclure la bourgeoisie étatique de Kadhafi et celle qui provient des grandes familles tribales exerçant un commerce au long cours, en raison de ses réseaux familiaux transnationaux. Cette alliance aspirera à la paix, condition du commerce et à une pacification avec les Zintan pour protéger ses intérêts pétroliers. Elle sera d'autant plus disposée à le faire qu'elle aura renoncé à la rente pétrolière de Cyrénaïque. Son alliance avec la Turquie d'Erdogan constitue une carte majeure dans l'équilibre des forces en présence, notamment grâce à l'appui de quelques 15000 mercenaires syriens.

L'alliance Cyrénaïque

Cette alliance est beaucoup plus marquée par le fait tribal et se réclame de la légitimité obtenue par les urnes lors des élections de 2014, de la présence d'une armée structurée et de la victoire sur les terroristes à Derna, Benghazi et Ajdabiya.

Elle est formée à la fois du parlement élu en 2014, légitime et issu des élections. Elle est légitimée par la force armée reconstituée par et autour du général Haftar. Ce personnage charismatique, à la fois soutien du régime de Kadhafi, notamment pendant la guerre contre le Tchad, mais en même temps opposant ayant passé de longues années en exil aux Etats-Unis, a réussi à regrouper autour de lui les restes de l'armée nationale libyenne et ce qui reste des forces de sécurité de Kadhafi. Suite à une forte opposition aux divers gouvernements de Tripoli, dominés par les Misrathis, le Général Haftar a lancé en février 2014 l'opération *Karama* (Dignité) avec pour but de déloger les djihadistes de Benghazi. Il s'est ainsi fait le champion

de la lutte contre le terrorisme et a obtenu des soutiens internationaux et notamment de la part de l’Egypte du Général Sissi. L’Egypte voit aussi en Haftar le pourfendeur des frères musulmans en Libye que l’Egypte souhaiterait voir éradiqués sinon de Libye, au moins de la Cyrénaïque.

Le général Haftar est devenu l’homme fort du gouvernement de l’alliance Cyrénaïque. Il faut compter aussi sur les élites locales de Tobrouk qui sont devenues essentielles suite à la décision du Parlement de s’installer dans cette ville (Lacher 2015). La cohérence de cette communauté qui tire ses bases économiques de sa proximité avec l’Egypte et ses liens dans la profondeur du pays, ne repose pas sur un projet national mais au contraire sur son rôle de médiation avec les voisins orientaux et méridionaux. Cette alliance, pour étrange que cela puisse paraître, compte aussi des salafistes, notamment les disciples du Cheikh Saoudien Madkhaly ainsi que de nombreuses forces de l’ancien régime de Kadhafi.

Le point essentiel pour cette alliance est de maintenir son emprise sur la rente pétrolière en Cyrénaïque et dans le Fezzan reconquis en 2018/2019. Elle n’a que peu d’intérêt à un projet national, mais elle doit maintenir sa cohésion.

Le Fezzan marginalisé et inféodé

Le Fezzan n’est pas en position de devenir une région autonome et structurée. Il sera le lieu d’affrontement des deux grandes alliances en fonction de leurs capacités à établir des sous-alliances locales et à entretenir des réseaux de clientèle avec les tribus du sud. Malgré l’intrication des populations, il est possible que l’opposition des deux alliances coagule avec l’opposition entre les Touaregs et les Toubous. Si cela s’avère durable, la Libye centrale sera longtemps hors contrôle et deviendra un territoire d’affrontement, de trafic, de contrebande et de circulation d’éventuels candidats au djihad. Les liens avec les djihadistes de l’Azawad ou de Boko-Haram pourront être facilement établis. *Daech* disposera alors d’un arrière-pays ou d’un couloir vers le Sahel.

De ce point de vue, une attention devra être exercée sur le Niger qui regroupe de nombreuses communautés présentes en Libye. Communautés qui pourraient facilement exporter leurs conflits (Bensaad, Tabib, 2014) et qui en cas de profond chaos pourrait devenir une base arrière pour *Dae*ch. Ces communautés n'ont pas trop intérêt à un projet national libyen qui entraverait leur mobilité ou les ressources transfrontalières qu'elles peuvent exploiter.

L'implantation de groupes djihadistes en Libye

L'établissement de groupes djihadistes en Libye n'est pas nouveau et remonte au début des années 1990. AQMI s'est inscrit dans l'héritage du Groupe Islamique de Combat en Libye (GICL) en s'installant dans ce pays avec d'autres groupes comme *Ansar Al Sharia*. Des militants comme Abdelhalkim Belhadj ont un parcours allant du djihad international contre les Russes à une captivité dans les geôles de Kadhafi puis une réintégration politique après la participation aux révoltes libyennes. La proximité avec des groupes se réclamant d'AQMI au Mali ou dans le Sahel contribue à créer en Libye, un environnement favorable à l'islamisme radical. *Dae*ch n'arrive donc pas en terrain vierge et peut compter sur un vivier important de combattants mobilisables. La Libye représente, en 2015, pour *Dae*ch un nouveau territoire de conquêtes, un deuxième front, un nouvel espace où installer un Etat. Depuis la fin 2014, des émissaires aguerris ont été envoyés à Derna et à Syrte. Si l'installation de *Dae*ch à Derna s'est heurtée aux fragmentations tribales récurrentes, elle a été effective Syrte entre février 2015 et janvier 2017.

Pendant longtemps l'installation de *Dae*ch en Libye n'a pas suscité d'inquiétude particulière. *Dae*ch apparaissait en effet comme une force exogène encore peu importante ayant peu de chance de construire des alliances au sein d'une société tribale. De fait, l'islamisme djihadiste était resté marginal en Libye et *Dae*ch a eu toutes les difficultés pour prendre pied en Libye comme en témoigne sa première tentative d'installation tumultueuse à Derna. Les tribus peuvent tout à fait rejeter les groupes djihadistes.

L'autre problème pour *Daech* a été de pouvoir accéder à la rente pétrolière. D'où sa tentative en janvier 2016 de prendre possession des terminaux pétroliers de Ras Lanouf et d'El-Sedra. Faute de disposer de moyens financiers, *Daech* n'a pas pu survivre dans l'interstice de Syrte. Pourtant, il faut insister sur le fait que *Daech*, à l'inverse d'autres organisations djihadistes a toujours su s'adapter à des contextes nouveaux et installer des formes de gouvernance évolutive. Cette organisation terroriste n'a cessé de surprendre et s'est toujours implantée sur les marges des pouvoirs légaux, notamment après la chute de son bastion de Syrte. Ce fut le cas en Syrie dans l'Est abandonné par le régime de Bashar el Assad et en Irak, dans la zone sunnite délaissée par le gouvernement iraquien.

Il n'est pas impossible même si c'est peu probable que *Daech*, après la perte de son émirat à Syrte et l'essaimage de ses combattants dans trois foyers désertiques de la Libye centrale, parvienne à s'adapter au terrain très particulier de ce pays, surtout si le niveau de désintégration de la société Libyenne continue. L'Etat islamique devra dans ce cas s'allier avec des forces politiques et entrer dans les combinaisons locales très complexes où les éléments indigènes et étrangers ont tout de même peu de chances de se trouver en première place.

Daech n'est pas parvenue, durant sa présence à Syrte à reproduire la stratégie inclusive qui a fait son succès au Levant. Elle s'est, en effet, appuyée en Irak sur les tribus sunnites, déçues voir discriminées par la politique du gouvernement chiite irakien, mais aussi sur des cadres du Parti Baath et sur des miliaires de l'ancienne armée irakienne. *Daech* qui n'a pas pu profiter en Libye des tensions entre sunnites et chiites, ne peut que marginalement construire des alliances avec des forces politiques et des groupes armés locaux et en attirant d'anciens soutiens à Kadhafi, car ces derniers sont déjà engagés dans les forces du Général Haftar dont le mot d'ordre est précisément la lutte contre les terroristes.

Dans ce contexte, *Daech* après avoir été chassée de son bastion de Syrte et ses environs, cherche à établir des liens avec le sud et en établissant une série de bases éloignées des centres urbains, notamment dans les immensités désertiques du

Fezzan. La géographie désertique permettra d'établir des relations avec l'ensemble du Sahel et notamment avec les djihadistes de Boko Haram et les groupes maliens. Le sud constitue désormais une zone de repli des dernières cellules rescapées de l'organisation terroriste.

Si les connections avec le sud du pays sont établies, *Daech* pourrait compter sur le vivier des djihadistes du Sahel, de Boko Haram mais aussi de tous ceux, en Europe ou en Afrique du Nord, qui veulent rejoindre le camp des combattants. De ce point de vue, s'il était beaucoup plus facile de transiter en Syrie que de se rendre en Afghanistan à l'époque d'Al-Qaida, les apprentis djihadistes peuvent à présent se rendre en Tunisie avec un billet d'avion *lowcost* et rejoindre ensuite la Libye. Par ailleurs, transiter par le Sahel, y compris en se mêlant aux migrants économiques sera encore plus facile. *Daech* pourra d'ailleurs proposer ou promettre aux migrants potentiels des transits vers l'Europe contre une participation temporaire, mais combien délétère, à ses actions armées. Le trafic d'être humains, les enlèvements, l'organisation des migrations sont devenus des sources de revenus importantes pour les alliances tribales (Tabib, 2015).

Conséquence géopolitique dans l'ensemble du Sahel

Le danger est donc imminent et les conséquences sont dramatiques. La première victime est la Tunisie, pays fragile et dont le système de sécurité intérieure et extérieure est loin d'être adapté à ce danger. La seconde victime probable sera l'Algérie dont il ne faut pas surestimer les capacités de résilience dans une période de transition politique. C'est jusqu'au Maroc mais aussi l'ensemble du Sahel qui peut entrer dans une spirale de violence et de profonde déstabilisation.

Finalement, l'ensemble de l'Europe pourrait devoir faire face à une longue période d'attentats à plusieurs échelles : de la simple agression d'un déséquilibré dans une école ou dans des lieux de spectacle, à des assassinats de masse dans des lieux publics. Même si les dispositifs de sécurité européens peuvent tenir et faire face à ces menaces, le climat de peur qu'elles installent conduisent à un profond malaise et

à des formes de radicalisation qui s'expriment dans le champ politique et à des crispations xénophobes qui rongent le socle des valeurs qui fondent les unités nationales en Europe.

CHAPITRE II :
LE SYNDROME MILICIEN

La violence en la Libye est un phénomène profondément inscrit dans les logiques actuelles de lutte pour la prédation des ressources. Les diverses factions issues d'une société à caractère rentier, ayant depuis plus de quatre décennies rompu avec le modèle de gestion bédouine des ressources, se battent pour un accaparement des ressources actuelles dans une situation politique marquée par un vide béant qu'il soit institutionnel ou sécuritaire et en l'absence d'un arbitre central susceptible de faire preuve de sa prépondérance en termes de force légitime ou d'ascendance morale. En substance, le pays souffre d'un « équilibre des faiblesses » parmi ses factions politiques, ses alliances régionales et ses groupes armés. Aucune entité ne peut contraindre ses adversaires à s'incliner face à sa volonté ou à son projet par la contrainte, mais, paradoxalement, chaque partie du conflit est capable, par la force des armes de contrecarrer ses adversaires et d'opposer un veto face à leurs menées. Dans ce chapitre, il est sera objet d'esquisser un tableau de la situation sécuritaire en Libye et particulièrement dans les régions situées à proximité de la frontière que partage ce pays avec la Tunisie. Une attention particulière est allouée aux questions inhérentes à l'émergence de la violence milicienne, à l'essaimage des factions tribales armées sur l'ensemble du territoire et à l'apparition de l'activisme terroriste. Les affrontements entre les factions tribales, les unités de l'armée, les partis politiques et les bandes criminelles en Libye ainsi que la prolifération des groupes terroristes constituent, depuis l'automne 2011, date de l'effondrement de la *Jamahiriya*, le péril sécuritaire principal auquel sont confrontées aussi bien les autorités que les populations aussi bien en Libye que dans les pays du voisinage. Mais si les différents belligérants s'engageaient, lors des premiers mois du soulèvement contre l'ancien régime de Kadhafi, dans des conflits violents pour prévaloir des droits qu'ils considéraient spoliés ou pour assurer une suprématie politique ou idéologique par le biais des armes, force est de constater que depuis le début de l'année 2012, les conflits ont pris des formes nouvelles et sont désormais animés par des desseins substantiellement différents des précédents avec un regain perceptible de la violence terroriste.

Une succession d'évènements à caractère agressif ont annoncé l'émergence de nouveaux types de violence en Libye et marqué le début d'une phase d'affrontements aux visées territoriales, de prédation des ressources et d'élimination des opposants ou de simples citoyens. Il est légitime, à ce propos de s'interroger sur les configurations à caractère violent que revêtent les clivages entre groupes, tribus et factions armées et sur les dynamiques qui sont souvent à l'origine de l'effusion intense de sang dans ce pays.

L'émergence des chefferies locales :

Prélude à la fragmentation du champ politique

Les événements inhérents aux affrontements armés ou aux agressions en Libye sont intimement attribuables au contexte d'incertitude et à la situation instable de ce qui reste de l'Etat et des gouvernements successifs. Ce contexte offre des opportunités aux chefferies locales ou de factions, celles-ci mêmes qui disposent de « fiefs » tribaux, pour tirer profit de ressources sociales et économiques. Ces nouveaux « notables post-insurrectionnels » sont les principaux bénéficiaires d'une configuration politique nouvelle, dans laquelle les inégalités perdurent et prennent plus d'ampleur grâce au recours aux armes et à la capacité de constituer des milices. Ces notables se posent désormais en intermédiaires entre un Etat central lointain et sans réel pouvoir de coercition, d'un côté et les sociétés locales d'un autre côté, principalement dans la Tripolitaine et le Fezzan. En cyrénaïque, l'armée de Haftar a réussi, dans une certaine mesure à limiter les actions et même la présence des milices locales. Le statut d'intermédiaire permet aux milices de développer leur commerce informel et de s'adonner à la prédation des ressources, notamment celles générées par la proximité de la frontière et d'user de la force contre leurs rivaux, s'adjugeant ainsi le monopole, au moins partiel de la violence pour leur intérêt personnel. Une partie importante et dynamique de cette notabilité œuvre en toute liberté à la frontière méridionale de la Tunisie avec la Libye.

Désenchantement post-insurrectionnel :

La violence comme forme de régulation du politique

La chute de la Jamahiriya s'est accompagnée d'une longue et sanglante campagne de bombardements aériens et de règlements de compte dans les principales villes du pays. Toutefois, l'exécution du Colonel Kadhafi n'a pas ouvert la voie à la pacification du pays et à la réconciliation. De l'affrontement à caractère politique et idéologique, les factions armées sont passées à l'agression violente pour l'accaparement des moyens financiers et des lieux stratégiques susceptibles de leur assurer les ressources de la suprématie. Ainsi, de la violence politique, les factions se sont progressivement impliquées dans la prédation des ressources, par le biais des armes et des mobilisations tribales ou doctrinales ainsi que par la mise en œuvre d'alliances régionales puissantes.

Le paysage politique libyen est dominé par des fractures profondes alimentées sans cesse par deux facteurs complémentaires : les revendications factionnelles d'un côté et les interférences des puissances étrangères dans le jeu politico-militaire interne. Ces puissances englobent aussi bien des Etats, des compagnies pétrolières que des multinationales du crime ou du terrorisme.

Parmi les constats récurrents dans les réalités politiques actuelles en Libye, notons le retrait des premiers insurgés de la vie publique et notamment de leurs unités de combat. En effet, les factions de « révolutionnaires » ne comptent plus aujourd'hui les premiers chefs charismatiques. La désertion, souvent volontaire, des chefs insurgés que la victoire sur la *Jamahiriyah* aurait dû propulser au-devant de la scène, est souvent la conséquence d'un désenchantement face à la dérive violente de la période de transition ou d'une mise à l'écart de la part des nouveaux commandants des factions, plus enclins à la prédation des ressources. Cette dérive écorne sensiblement l'image de la « révolution » et l'arrivée massive dans les rangs des factions de faux-révolutionnaires attirés par l'appât du gain est une réalité perceptible. Les nouveaux leaders des milices ont les yeux rivés sur les richesses du

pays et l'opulence du pouvoir. La prédation constitue l'unique chapitre dans les programmes des factions armées, qu'elles soient tribales ou jihadistes.

L'enchâssement des violences qu'elles soient politiques, tribales ou criminelles constitue un dénominateur commun des pratiques spécifiques aux diverses factions armées avec toutefois, des différenciations selon les contextes territoriaux, les parcours historiques et les articulations aux considérations tribales. Trois types de factions nous semblent représentatifs du plus large spectre des acteurs de la violence en Libye, du fait de leurs origines respectives, des genres d'actes spécifiques qu'ils commettent et des stratégies particulières qui les animent. Ces types sont étudiés dans les paragraphes suivants et sont sériés comme suit :

- Les factions tribales ;
- Les groupes jihadistes et
- Les unités commandées par le Général K. Haftar.

Il est cependant opportun de précéder l'étude des types de groupes violents par une lecture générale du contexte politique et sécuritaire en Libye afin d'offrir au lecteur un cadre de cohérence au sein duquel il lui serait aisé de situer les propos développés dans les divers paragraphes et de jalonner les dix années qui viennent de s'écouler par des balises ou ce qui est convenu d'appeler les « moments-clés ».

Le Contexte politique et les moments-clés :

Tournants et soubresauts d'une transition incertaine

L'analyse des dynamiques miliciennes en Libye post-insurrectionnelle, prend nécessairement compte d'une série de moments-clés, moments qui ont émaillé la vie politique dans le pays. A ce titre, il convient de souligner l'importance des dates-événements suivants :

- L'adoption de la loi relative à l'Isolement politique en mai 2013, une loi qui permit la mise à l'écart d'une partie du personnel politique et annonça l'irruption de la violence dans les rapports entre les acteurs.
- La vague des manifestations populaires organisées à partir du 7 février 2014 notamment à Tripoli exigeant la tenue de nouvelles élections et l'éviction des islamistes des cercles du pouvoir. Les manifestations de masses ont été émaillées de sit-in qui transformèrent la Place des Martyrs en haut lieu de la contestation politique. Ces démonstrations populaires constituèrent le moment à partir duquel les débats et les clivages politiques débordèrent des cadres institutionnels et investirent la place publique, ouvrant ainsi la voie à un bras de fer entre les blocs adverses.
- Le déclenchement des affrontements de grande ampleur à l'instar de *Karama* en mai 2014 et de *Kasswara-Fajr Libya* en juillet 2014. Affrontements qui se soldèrent par de profondes recompositions politiques et militaires et notamment le départ des unités de Zentane de Tripoli en septembre 2014.
- La prolifération des actions de blocage des champs pétrolifères et des terminaux qui connut son apogée en novembre 2013. Cette forme de contestation fut initiée simultanément dans le croissant des hydrocarbures autour d'Ajdabiya et dans les champs de Charara et d'Al Fil, dans les environs d'Oubari. Ces mouvements de blocus des champs annoncèrent l'intégration de la ressource pétrolière dans l'équation revendicative.
- La libération de Syrte et la défaite de *Daech* dans la ville.
- Le début de l'opération de conquête de Tripoli par les unités de l'armée de Haftar en avril 2019 et l'intervention des mercenaires aussi bien syriens que russes aux côtés des deux parties en conflit.
- L'adoption de l'accord politique et la formation d'un gouvernement d'unité nationale présidée par Debayba et la constitution d'un conseil présidentiel reconnu par les deux parties en conflit avec pour engagement la tenue des élections présidentielles et législatives le 24 décembre 2021.

Les mutations dans le champ politique et social :

Vers la fragmentation armée

Les gouvernements successifs à Tripoli, ayant rencontré des difficultés dans l'édification d'une armée nationale alors que le pays est confronté à la prolifération massive des armes, eurent recours aux milices armées en tant que forces supplétives aux autorités. En intervenant dans les conflits locaux, elles ont augmenté la dépendance du gouvernement à leur égard et prirent conscience de leur puissance. Parallèlement, la médiocrité des performances économiques et sociales des gouvernements suscitèrent un sentiment de désenchantement au sein de la population. Désenchantement qui se traduisit par une perte de confiance dans les institutions officielles et par des taux de participation très bas lors des élections aussi bien pour le choix du conseil de rédaction de la constitution en février 2014 que lors des élections locales quelques mois après. Cette situation alimenta un processus paradoxal marqué d'une part, par la réémergence des légitimités tribales traditionnelles et coutumières et d'une autre part, l'émergence de nouvelles formes d'activisme politique s'inscrivant clairement dans la dissidence vis-à-vis du processus politique, dont principalement le terrorisme à caractère djihadiste.

Les factions tribales :

La tribu, le dogme et le butin comme facteurs d'alignement des milices.

L'un des caractères spécifiques des groupes armés en Libye, c'est leur profonde imbrication dans la société libyenne et l'État (ou du moins ce qui en tient lieu). Il ne s'agit pas d'un corps exogène à la société, mais d'un composant immanent. Toutefois, l'énigme principale réside dans l'articulation des groupes armés aux institutions de l'État libyen. En effet, presque tous ces groupes et nonobstant leurs obédiences respectives, prétendent détenir une légitimité institutionnelle grâce à leur affiliation aux organes du gouvernement. Une affiliation qui est à la base de leur rémunération et de leurs rétributions pécuniaires souvent gracieuses. En rétribuant les groupes armés et les factions miliciennes grâce aux subventions du

gouvernement, ce dernier ne fait qu'enfoncer l'Etat dans sa crise et participe volontairement à l'affaiblissement de l'émergence de l'Armée Nationale officielle unifiée et de la police.

Le pouvoir des milices :

Imbrication du secteur sécuritaire et de l'économie de la prédation

Les milices ont été impliquées dans les nombreuses violences qui ont émaillé la vie politique libyenne depuis la chute du régime de Kadhafi. En plus de l'insécurité, s'ajoutent les accusations d'exactions à l'encontre des populations soupçonnées d'avoir soutenu le régime de Kadhafi comme les Tawargha, Warfalla et les étrangers subsahariens. Ces violences illustrent la dégradation de la situation sécuritaire dans ce pays. Elles ont des significations multiples et répondent à des dynamiques singulières : contrôle du territoire tribal, prédation sur les ressources, imposition d'un ordre moral ou religieux et concurrence sur les trafics.

Il faut préciser ici que le terme milice signifie : *« forces auxiliaires ou forces de réserve d'une part, forces paramilitaires illégales, d'autre part et plus ou moins connotées idéologiquement »*. Ces forces agissent pour le compte des autorités tout en pouvant, parfois les combattre. Gardiennes autoproclamées de la « révolution » et fortes d'une légitimité issue des combats contre le régime de Kadhafi, les milices révolutionnaires se considèrent paradoxalement aussi bien comme les concurrentes du pouvoir politique et comme son bras armé.

Il y a lieu de mentionner que les autorités chargées de la réinsertion professionnelle des combattants et rattachée au Premier Ministre, évalue le nombre des combattants révolutionnaires à 215 000 membres. Des sources fiables estimaient ces effectifs à moins de 20 000 hommes au lendemain de la chute de la *Jamabiriya*.

Sous-traitance de la sécurité :

Vers une tribalisation du maintien de l'ordre

La délégation des tâches de sécurisation et de maintien de l'ordre sont réalisées sous contrat entre le Ministère de la Défense et les milices notamment à Tripoli et ses environs ainsi que dans certaines régions insoumises, à l'instar de la plaine frontalière tuniso-libyenne de la J'farra. C'est une des manifestations du rapport de forces entre autorités centrales et groupes locaux. C'est aussi une des alternatives à la confrontation entre ces parties.

Il est à préciser que la part importante des actes et pratiques de la violence revient aux factions armées tribales. En effet, après la chute de la Jamahiriya, les tribus aussi bien insurgées que celles restées loyales à Kadhafi jusqu'aux ultimes batailles, ont craint les représailles de la part de leurs voisins ou l'invasion de leurs territoires par les phalanges de révolutionnaires. Afin de parer à ce péril, les élites tribales ont constitué de factions armées consacrées à la défense des territoires et des villes où résident les lignages des tribus respectives. La mobilisation fut générale et les jeunes rejoignirent en masse les unités armées des tribus. Il est légitime, à ce propos, de s'interroger sur le potentiel mobilisateur de la tribu dans un pays sensé sortir d'une phase « révolutionnaire » dont les slogans prônent l'égalité et la liberté des citoyens dans un pays censé être pacifié et unifié. L'une des clés de réponse à ce paradoxe se trouve dans la genèse réversible et hésitante de l'Etat national libyen, notamment lors de période de la Jamahiriya. En effet, la Libye a connu depuis 1970 et durant trois décennies, un phénomène de « re-tribalisation » de l'espace public et de la vie politique¹. Alors que les pays voisins connaissaient une consolidation du processus de dissolution de la tribu, la Libye, sous la houlette de Kadhafi, a au contraire, assisté à un renforcement prémédité du poids politique, économique et social de la tribu. La vivacité du système tribal et son implication dans la régulation

¹ A ce propos, il serait utile de citer l'approche du politologue libyen Z. El-Mghirbi qui écrit : « *La tribu est instrumentalisée selon les conjonctures politiques et sociales internes. Elle est manipulée d'une façon constante, aux moments des élections, des tensions politiques avec les autres tribus et des conflits politiques intertribaux. Lorsqu'un responsable libyen est désigné pour diriger une institution, il a directement recours aux membres de sa tribu sans jamais tenir compte de la compétence et du niveau personnels, ce qui suscite chez les jeunes compétences du pays, un profond sentiment de frustration et renvoie une image népotique de l'Etat* ».

politique, en tant que finalité, parmi d'autres, du projet politique de Kadhafi n'a été possible que grâce à l'émergence d'un système rentier. La rente pétrolière a permis au pouvoir de dépasser les engagements de l'Etat moderne et de se défaire de toute obligation de régulation par la négociation. Dans cet ordre d'idées, Kadhafi a procédé à une marginalisation de toute représentativité des citoyens et l'a remplacée par l'établissement de rapports directs avec les élites tribales. Cette clientélisation-patrimonialisation des rapports politiques entre le « Guide » d'une part et les chefs tribaux d'autre part, s'est inscrite dans les pratiques par l'instauration d'un vide institutionnel généralisé². Grâce à une idéologie officielle qui prône l'interdiction des partis politiques, des associations de toutes sortes et des tribunes autonomes, Kadhafi avait empêché la formation de structures médianes entre le pouvoir et les populations. Mais il y eut deux impacts majeurs dont les retombées sont, à ce jour, manifestes et prégnants dans la vie politique et sociale de la Libye post-insurrectionnelle. Le premier phénomène est relatif à l'absence de structures d'encadrement de la population susceptibles de mobiliser pacifiquement les citoyens en dehors de la référence identitaire, qu'elle soit tribale ou régionale. Le second phénomène, conséquence de l'absence de toute tradition de négociation et de compromis politique, est l'incapacité des belligérants à faire prévaloir le dialogue comme forme de régulation des conflits et le recours direct à la violence³.

Le recours à la violence grâce à la mobilisation tribale est, dans une large mesure, un héritage de la Jamahiriya. Toutefois, le contexte politique et sécuritaire post-

² Les tribus qui ont scellé des alliances-allégeance avec le pouvoir en Libye du temps de la Jamahiriya étaient amenées à jouer un rôle social et politique primordial. Les chefs tribaux loyaux au « Guide » prenaient en charge l'encadrement des membres de leurs tribus respectives en contre partie d'un ensemble de services divers dont ils jouissaient. Grâce à ce statut d'intermédiaires politiques et sociaux, les élites tribales cooptées par Kadhafi voyaient leurs rôles instrumentalisés et manipulés. Instrumentalisation et manipulation qui œuvrèrent à les discréditer aux yeux des nouvelles élites tribales émergentes, lesquelles ont su se préserver de toute forme de phagocytage de la part du pouvoir. Ce sont ces élites émergentes qui formeront, lors du soulèvement de 2011, les contingents des premiers insurgés.

³ Les dix premières années de la « Révolution du 1^{er} Septembre » ont été caractérisées par une mise à l'écart systématique des élites formées sous la monarchie des Sénoussis (1951- 1969). Plusieurs membres de la technocratie et de l'intelligentsia libyenne qui ne sont pas issus de l'institution militaire ont été contraints à l'émigration ou à « l'exil intérieur ». Parallèlement à la marginalisation des élites, la Jamahiriya s'est illustrée par un processus de démantèlement des structures étatiques embryonnaires instituées par la monarchie. Démantèlement qui s'est accompagné par la revalorisation de la tribu et la réinstauration de son hégémonie sur la société. Paradoxalement, cette restauration de la tribu était accompagnée dans la propagande officielle, par un discours radicalement révolutionnaire aux relents progressistes.

insurrectionnel contribua pleinement à l'émergence des factions armées d'obédience tribale. Ainsi, la situation marquée par une profonde incertitude et une instabilité du pouvoir offrirent des opportunités aux élites tribales émergentes, lesquelles comptent parmi ses rangs les plus importants commandants des milices. Mais l'hégémonie sur la tribu n'est possible et durable que grâce à la pérennité des ressources nécessaires. Par conséquent, parallèlement et en complément à la prédominance par les armes, les commandants des milices s'engagent inmanquablement dans les réseaux de commerce informel et la prédation des ressources. Parmi ces ressources, il y a lieu de mentionner celles générées par la proximité au territoire tribal de frontières, de sites pétroliers, de ports commerciaux, d'arsenaux importants et de sièges de ministères.

L'engagement des chefs de milices tribales dans la prédation des ressources n'est possible que grâce à l'usage de la force contre les rivaux. En s'adjugeant le monopole de la violence, les chefs de milices locales canalisent certes une partie des ressources vers leurs tribus, mais aussi et souvent prioritairement vers leurs intérêts personnels.

Les factions jihadistes :

De la prédication armée à la prédation.

Les groupes djihadistes constituent les factions les plus violentes en Libye et leurs actions répressives touchent plusieurs parties : les unités de l'Armée de Haftar, les leaders de l'opposition civile, les confréries soufies, les institutions bancaires et les citoyens qui rejettent leur lecture rigoriste des textes religieux.

La mémoire des Libyens garde vivaces les images de l'assassinat du général Abdelfattah YOUNÈS EL ABIDI alors qu'il commandait ses soldats face à l'avancée des troupes de Kadhafi, la cruelle torture infligée au défunt Ministre de la Défense, la profanation des mausolées de saints vénérés et l'exhumation des dépouilles (dont la mère de Kadhafi). Des actes qui portent les empreintes djihadistes et reflète leur

architecture mentale ainsi que leur programme idéologique qui favorise les solutions armées.

Il y a lieu de rappeler à cet effet que le courant djihadiste est une émanation d'une scission au sein de la mouvance salafiste en Libye. Une scission qui s'est fondée sur la nécessité d'excommunier tous les croyants qui n'adhèrent pas aux thèses des djihadistes. La montée fulgurante des milices djihadistes, notamment en Cyrénaïque, ne s'explique pas seulement par le soutien qui leur est apporté par les monarchies du Golfe, mais aussi et surtout par l'existence d'un substrat idéologique et organisationnel ancien en Libye.

Il importe de souligner que Kadhafi a beaucoup fait pour favoriser, financer et imposer une lecture appauvrissante de la religion musulmane. Lecture qui a consolidé le caractère conservateur de la société et favorisé une interprétation rigoriste des textes religieux. Une approche théologique qui a conduit inéluctablement à légitimer la violence meurtrière et souvent éradicatrice.

L'une des factions djihadistes qui s'est illustrée par son activisme et la violence des moyens auxquels elle recourt, les *Ansar Al Chariâa*. Le parcours et les faits d'armes violents de cette phalange sont représentatifs du phénomène djihadiste en Libye.

Du jihad à la criminalité :

Le dogme revisité.

Les années ayant succédé à l'insurrection et principalement entre 2016 et 2019 ont été émaillées par de multiples attaques de fourgons transportant des fonds pour les agences bancaires de la région centrale, notamment à Syrte.

A la même période, les *Katiba* des *Ansar Al Chariâa* et leurs factions apparentées ont procédé à une série d'enlèvements d'hommes d'affaires ou de membres de l'élite tribale dans la Tripolitaine. Le montant des rançons était si élevé que les familles des otages ont dû, dans certains cas procéder à des représailles contre les membres présumés des *Katiba* afin d'exiger des échanges. Ces actes d'enlèvements et de

représailles ont généré de nombreux affrontements mettant en présence des factions djihadistes et les milices tribales lourdement armées.

Depuis 2017, les *Katiba* des *Ansar Al Chariâa* semblent connaître une phase de mutation, d'un groupuscule djihadiste rompu à la guerre sacrée, elles s'engagent progressivement dans la violence criminelle pour mobiliser des ressources financières nécessaires à sa survie.

Le jihad pour le pétrole :

Pour une place dans la Libye nouvelle.

Toutefois, l'une des mutations significatives dans le parcours et le rôle des *Katiba* des *Ansar Al Chariâa* fut entamée avec sa participation à la tentative de reprise des terminaux pétroliers de la région d'Ajdabiya. En avril 2014, le Congrès National Général vota, dans la confusion, une loi exigeant la levée par la force armée, du blocus des terminaux de Briga imposé par les milices locales. Après ce vote, les autorités de Tripoli firent appel aux factions armées djihadistes de Cyrénaïque. Cet appel était accompagné par un intéressement financier important au profit des groupes armés engagés dans la campagne de « libération des terminaux ».

Les *Katiba* des *Ansar Al Chariâa* furent parmi les premières factions à s'enrôler dans le projet et reçurent de ce fait, d'importantes sommes d'argent⁴. Cet enrôlement leur valut toutefois, un profond rejet de la part de la population de la Cyrénaïque. Les chefs des *Katiba* ont à plusieurs reprises essayé de justifier leur engagement aux côtés des autorités de Tripoli en reconnaissant qu'ils poursuivaient un double objectif : celui d'assurer des soldes pour leurs combattants qui seraient ainsi payés par le gouvernement central et surtout, l'occupation de terminaux ou de champs pétroliers. C'est ce dernier objectif qui constituait la véritable finalité de l'action des

⁴ Les *Katiba* des *Ansar Al Chariâa*, à l'instar de la plupart des factions jihadistes, a renoncé à intégrer le Ministère de la Défense (même si cette intégration est dans les faits, un simple formalisme) et ne reçoivent pas, par conséquent, les soldes de leurs combattants. Toutefois, les contournements de cette situation sont très fréquents en Libye. Ainsi, les *Katiba* ont passé un accord de soutien (*Helf Al Fazâ*, littéralement : alliance de mobilisation) avec les brigades de Benghazi. Une partie du budget versé aux Boucliers de Benghazi fut transférée, en toute légalité, aux *Katiba*. A cette période, seuls les islamistes siégeaient au Congrès Général après le retrait et la démission de la plupart des autres députés de la mouvance civile et libérale. De ce fait, la participation d'une milice djihadiste et responsable des assassinats d'officiers de l'Armée Nationale, ne suscita pas l'émoi des responsables à Tripoli.

Katiba des *Ansar Al Chariâa* qui cherchaient à s’octroyer un fief susceptible de mobiliser des ressources importantes et de permettre à cette faction djihadiste de jouer un rôle stratégique dans le dispositif pétrolier libyen et international.

Les unités de l’Armée Nationale (re)naissante :

Une marginalisation systémique

Plusieurs facteurs sont à l’origine des difficultés que rencontre l’armée dans la Libye post Jamahiriya. Cette armée peine à trouver sa place dans le nouveau paysage politique libyen. Cette mise à l’écart est en grande partie l’héritage de l’ancien régime où l’institution était à la fois source et instrument du pouvoir et maintenue par un jeu subtil de solidarités et de concurrence aux marges de celui-ci.

Cette défiance témoigne de la suspicion envers des cadres militaires ayant fait une large partie de leur carrière sous le régime défunt et ayant, selon les révolutionnaires, fait montre d’un engagement tiède durant une partie des combats. Et ce, en dépit de la défection de nombreux militaires (8 000 environ) dont le plus emblématique fut le général Abdel Fatah Younes, ministre de l’Intérieur de Kadhafi jusqu’au 22 février 2011.

La mise sur pied d’une Armée Nationale sur les décombres de l’armée de l’ancien régime et la définition du rôle et de la place des milices dans le nouveau paysage libyen participent du même enjeu pour les nouvelles autorités

Le secteur de la sécurité et de la défense en Libye est un régime à caractère hybride alliant, de manière chaotique et contradictoire, l’action des factions armées de type milicien et des unités de l’Armée rescapées de la campagne de 2011.

Un pays divisé et sans légitimité reconnue :

Lorsque l’Armée Nationale devient une partie dans le conflit.

Le pays est maintenant partagé entre les deux camps belligérants : d’un côté, l’opération « Dignité » (*Karama*), une coalition des tribus des régions de Barqa et du Fezzan, des fédéralistes et des unités de l’Armée Nationale qui s’étaient insurgées

contre Kadhafi aux premières heures du soulèvement en 2011. De l'autre côté, l'Operation « Volcan de la Colère » (*Boukan Al Ghabhab*), un conglomerat hétéroclite, composé d'islamistes issus de plusieurs spectres aussi politiques que terroristes conduits par les leaders de Misratha soutenus par les mercenaires syriens et les officiers turcs. Chaque alliance revendique une légitimité populaire, politique et « révolutionnaire ». Les efforts visant à former et institutionnaliser une sécurité unifiée et à dimension réellement nationale ont échoué en raison de cette polarisation. Aucune structure de commandement efficace n'a pu s'imposer dans le pays et l'effritement des centres de décision reste la dominante. A ce titre, les éléments recrutés dans les forces de sécurité, des unités de l'Armée ou des factions miliciennes ont rejoint leurs groupes originels tribaux et ont fait montre de loyautés régionales. Plusieurs militaires fraîchement formés dans les écoles et académies étrangères et rentrés au pays se sont retrouvés en congé à durée indéterminée parce qu'il n'y a aucune structure militaire qu'ils pouvaient rejoindre.

En instituant cet ordre sécuritaire et militaire hybride, les gouvernements successifs de Libye ont créé des situations extrêmement mitigées et même contrastées qui dépendent des lieux et des configurations tribales. En effet, dans certaines communautés homogènes où les groupes armés jouissent d'une certaine légitimité issues de leur ancrage tribal et de leurs liens sociaux, les factions armées ont joué un rôle semblable à une gendarmerie locale, exerçant des fonctions comme la répression des trafics de stupéfiants, le gardiennage des écoles et des hôpitaux et l'entretien municipal. Toutefois, dans les localités mixtes où coexistent des groupes tribaux différents ou bien qui sont stratégiquement importantes, à l'instar de Tripoli, Sebha, J'farra et Naffoussa, les factions armées miliciennes ont évolué vers des entités dangereusement parasites et prédatrices et se sont attelées à réaliser des programmes politiques, idéologiques et souvent criminelles.

Dans cette configuration politique et sécuritaire marquée par une très profonde fragmentation, l'Armée Nationale se trouva enchevêtrée dans des rivalités régionales, tribales et idéologiques, où son rôle n'est nullement la pacification du

pays ou la répression de la violence entre les parties en conflit, mais la participation en tant que belligérant principal dans sa lutte pour l'éviction de la partie adverse.

Les privilèges des milices :

Les leviers de la marginalisation de l'Armée Nationale.

Les gouvernements successifs à Tripoli ont subventionné aussi bien les factions armées miliciennes que les unités de l'Armée Nationale. Toutefois, ces subventions sont très inégales. Les milices, notamment celles affiliées aux islamistes sont très largement mieux loties avec des soldes plus élevées que les autres groupes et principalement l'Armée. Cette situation d'inégalité dans les soldes a eu pour conséquence, le gonflement des effectifs des groupes armés qui composent les forces miliciennes islamistes ou issues des villes de la Tripolitaine. Ainsi, les jeunes hommes ont afflué vers leurs rangs, attirés par la promesse d'un salaire régulier qui dépasse de loin celui de la police et de l'Armée. Cette injustice dans les soldes constitue une raison importante pour le maintien des factions miliciennes armées et la résistance de leurs éléments face à tout projet de démobilisation ou de démantèlement.

Pendant longtemps, les Forces Armées de la Libye sont demeurées sous-équipées et mal entraînées. Au niveau de leurs structures, elles étaient surchargées, en termes proportionnels, de grades supérieurs en contre partie d'un manque flagrant de jeunes recrues. Au niveau de l'implantation sur le territoire, l'Armée est actuellement et notamment depuis le déclenchement de l'opération *Karama*, répartie dans la majorité des régions. En effet, dans les parties Est et Sud du pays, les unités de l'Armée contrôlent les territoires, les institutions, les routes, les frontières, les casernes, les bases et les dépôts de munitions.

Au cours des dix dernières années, les milices de Misratha et leurs alliées de Zaoïa, Zouara, les mercenaires syriens et les instructeurs turcs sont devenus, dans la Tripolitaine, une armée de l'ombre qui contrôle le territoire. Il y a lieu à ce propos, de mettre l'accent sur une très grave dérive dans les fonctions de ces milices de

l'ouest libyen. Ces dernières, même rétribuées par le gouvernement, préservent la structure et la cohésion tribale ou idéologique au sein des groupes armés. Leurs chefs restent libres de poursuivre leurs propres projets politiques et leurs ordres du jour idéologique, régional, international ou criminel, tout en recevant les ressources financières du gouvernement de Tripoli.

Reconstruction de l'Armée Nationale :

Le projet clivant

Depuis des années, des voix, notamment internationales ont appelé à dissoudre les formations de sécurité hybride et à intégrer les membres des groupes armés non étatiques et prioritairement, les milices de la Tripolitaine dans les institutions de sécurité de l'État. Cependant, aucune initiative de ce type n'a rencontré le moindre succès.

Mais cet échec n'est pas le seul, le projet de reconstruction d'une armée viable rencontre d'autres obstacles. Ainsi, il n'y a pas de système de rationalisation des achats de matériel militaire ou de formation des cadres de l'Armée Nationale et de la sécurité. Rappelons à cet effet, que sur recommandation insistante des bailleurs de fonds internationaux de la Libye, lors d'une conférence tenue en 2013 à Paris, les Libyens ont mis en place un Comité de Coordination de Sécurité Nationale ; un organisme mort-né comme l'avait prévu la plupart des observateurs. Cet échec est une conséquence des rivalités violentes qui déchirent le spectre politique dont les principaux leviers d'action sur le terrain sont les formations armées dispersées à travers le pays.

Un autre obstacle d'importance se dresse aussi face à toutes les tentatives de réintégration et de reconstruction de la nouvelle Armée Nationale en Libye, il s'agit du nombre pléthorique des hauts gradés au sein des effectifs. En substance, l'armée ressemble aujourd'hui à une pyramide inversée. Aucune donnée plausible n'indique le nombre réel actuel de soldats dans l'Armée. Toutefois, il est clairement établi que les grades de colonel (et même pour les autres grades plus élevés dans la hiérarchie)

sont extrêmement disproportionnés par rapport aux autres armées. Il s'agit là d'un héritage de l'ère Kadhafi. Ce dernier avait octroyé des grades de Colonels aux officiers supérieurs en guise de récompenses. Il faut signaler que plusieurs experts libyens et des conseillers extérieurs ont recommandé un programme de retraite anticipée pour bon nombre de ces officiers supérieurs, sans toutefois résoudre la question de l'encadrement des jeunes recrues.

En effet, l'application générale du programme de départ anticipé à la retraite pourrait priver l'Armée d'une grande partie de sa hiérarchie dont l'expérience opérationnelle est cruciale et pourrait provoquer des bouleversements sociaux, car de nombreux officiers libyens appartiennent généralement aux grandes tribus du pays.

L'opération « Dignité » (Karama) :

Un soulèvement de l'Etat face au chaos des milices

A l'aube du 16 mai 2014, les forces militaires appartenant à l'Armée Nationale libyenne a commencé à bombarder les bases dans et autour de Benghazi, des bases qui appartiennent à des factions terroristes d'*Ansar Al Charia* et de leurs alliés des Brigade des Martyrs du 17 février, du « Bouclier de Libye » et des brigades de Rafallah Sahati. Annoncée comme une entreprise à portée nationale, l'opération *Karama* était conduite sous la houlette de l'ancien général de brigade Khalifa Hafter (ancien commandant de l'armée de terre lors de la guerre au Tchad et fondateur d'un groupe politique d'opposition à Kadhafi). Il y a lieu de préciser qu'avant le lancement des opérations, Hafter avait passé une année entière à gagner le soutien des puissants groupes tribaux dans les villes de Barqa et principalement parmi les Oubaydat (puissante tribu de l'ancien commandant et martyr de l'Armée, le général Abdelfattah Younès Al Oubaydi), les Awaguir, les Magharba, les Drûssa, les Fouwayed et les Baraâssa.

Une coalition aussi large que diversifiée d'unités militaires ont rapidement rejoint les forces de Hafter dont principalement, la *Saïqa* basée à Benghazi, les unités de

l'Armée de l'air opérant dans la base aérienne de Gamal Abd En Nasser près de Tobrouk, les unités de la force aérienne à Benina, un aéroport de Benghazi à double usage, l'Armée de Cyrénaïque (*Jaysb Barqa* ou Force de défense de Cyrénaïque), les formations armées tribales des Baraâssa commandées par Ibrahim Waqwaq, les groupes de combattants issus de l'ethnie Toubu originaire de la ville méridionale de Koufra commandés par Issa Abdelmajid et les Touaregs du Fezzan occidental. Ceci pour les parties Est et Sud de la Libye. Pour la région Ouest limitrophe de la Tunisie, il convient de mettre en exergue l'engagement de certains groupes issus de la tribu des Zentanes, tribu dont le territoire est voisin de la Tunisie. Les Zentanes disposent de groupes armés très performants qui regroupent au total plus d'une quinzaine de milliers de combattants de haut niveau excellemment armés. Beaucoup parmi ces combattants aurait composé les anciennes unités de la garde prétorienne de Kadhafi et principalement la 32^{ème} Brigade commandée par le défunt Khamis Kadhafi. De même, parmi les hauts responsables zentanes ayant rejoint l'initiative du Général Hafter, on peut citer le commandant de la Police Militaire de Kadhafi, le Colonel Mukhtar Fernana. Les tribus de la J'farra qui entretiennent d'excellents rapports avec la population de la Tunisie méridionale, à l'instar des Werchafana et qui habitent dans une large zone située à l'extérieur de Tripoli, se sont alliées aux Rojbanes et aux Zentanes pour soutenir l'opération *Karama*.

Les racines et les objectifs de l'opération *Karama* sont nombreux. Ils incarnent une confluence de divers programmes politiques et territoriaux que le Général Hafter a su mettre en synergie. En premier lieu, l'opération *Karama* est un rejet de la domination de Misratha et de ses alliés islamistes sur la scène politique et institutionnelle libyenne. En second, elle se voulait une réaction des officiers militaires frustrés par la vague sanglante d'assassinats qui les ciblait à Benghazi. Enfin, l'opération remettait à l'ordre du jour les aspirations fédéralistes des tribus de Barqa et des lignages de l'Ouest. Parallèlement, le Général Hafter s'est voulu

l'incarnation de l'ordre, de la sécurité et de l'aspiration générale à la réinstauration de l'Etat.

Grâce à leur domination militaire sur le champ de bataille, le commandant de l'opération *Karama*, le Général Haftar a contraint les groupes disparates composés d'islamistes à mettre en œuvre une coalition militaire qu'ils ont baptisée Conseil de *Choura* des Révolutionnaires de Benghazi. Cette coalition comprenait les *Ansar Al Chariâ*, le Premier Bouclier de Libye, les Brigades des Martyrs du 17 février et celles de Rafallah Sahati. Cette coalition a reçu explicitement et officiellement le soutien des islamistes de la région Ouest, scellant ainsi clairement l'alliance entre l'islam politique des frères musulmans et l'islam violent des groupes terroristes à l'instar des *Ansar Al Chariâ*. Grâce à ce soutien et dans une première phase, les groupes coalisés au sein du Conseil de *Choura* et à leur puissance de feu, ont été en mesure d'envahir plusieurs bases de la *Saïqa* à Benghazi. Cet exploit n'avait été possible que grâce aux forces spéciales composées de jihadistes libyens formés par les terroristes en Irak et en Syrie. Toutefois, cet exploit allait rester sans suite. Le Général Haftar réussit à ouvrir un second front à l'Ouest contraignant ainsi ses adversaires islamistes à un redéploiement important de leurs forces. La reconquête de Benghazi à la mi-février 2015 par les troupes de l'Armée Nationale couronna la première phase ainsi que la première victoire de l'opération *Karama*. Parallèlement à cette reconquête de la seconde ville du pays, les brigades de Zentane occupèrent la localité stratégique de Kikla et avancèrent jusqu'à l'orée de Gharyane.

A la suite de la campagne de libération de la ville de Derna, localité importante de Cyrénaïque occupée par des groupes terroristes, le général Haftar réalise un exploit salué par la plupart des pays occidentaux en chassant les factions djihadistes.

Après la campagne de Derna, l'armée de Haftar a commencé un très important redéploiement dans la province méridionale du Fezzan et a imposé son contrôle de toutes les villes du Sud avant de s'attaquer à la Tripolitaine où il a essuyé une défaite face aux factions des mercenaires syriens dépêchés par Ankara afin de défendre la

capitale et l'allié Sarraj dont les lignes de protection de la ville s'effondraient devant l'avancée de l'armée.

Bien que défait et obligé de se replier vers la ligne Joffra – Syrte, Haftar garde les principales exploitations pétrolières du pays et la grande partie de ses effectifs ainsi que les soutiens importants du voisin égyptien et des unités de combat de Wagner.

CHAPITRE III :
PROJETS DES PUISSANCES ETRANGERES EN LIBYE :
INTERETS DES MULTINATIONALES ET COURSE AUX CONTRATS

Les puissances régionales et internationales affichent dans leurs discours et avec insistance, leur volonté de préserver l'indépendance de la Libye et refusent toute forme d'ingérence dans les affaires internes de ce pays. Cependant, cette position « unanime » n'est qu'un leurre puisque les immixtions de l'Union Européenne, pour ne citer que cet acteur régional vont au-delà du simple soutien politique au Dialogue National. En effet, et sous couvert d'aide à la sécurisation des frontières de la Libye, plusieurs gouvernements européens participent activement à l'entraînement des forces paramilitaires dans ce pays en vue de la sécurisation des infrastructures pétrolières et des frontières, notamment maritimes et méridionales. A ce titre, il y a lieu de citer un rapport datant du 18 avril 2013 (non-publié) émanant du Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) où il est clairement indiqué les principaux éléments constitutifs de la stratégie européenne dans la gestion du chaos sécuritaire en Libye. Le rapport met en relief le rôle dévolu à l'EUBAM (nom de la mission de l'UE)⁵ qui était en charge de la formation de près de 16 000 « gardes-frontières » libyens. Il s'agit en réalité de forces paramilitaires placées officiellement sous la direction du Ministère de la Défense et chargés du contrôle des frontières du pays. Cependant, les réalités montrent que ces hommes, quelle qu'en soit la formation, restent immanquablement soumis aux influences les plus diverses, mafieuses, tribales, factionnelles et politiques, sur le terrain. Selon ce même rapport, seuls quatre des quatorze postes aux frontières sont sécurisés tant bien que mal en 2015. Ces postes sont répartis à égalité entre l'Égypte et la Tunisie. Les autres postes répartis sur le reste des quatre autres pays limitrophes sont entre les mains des milices diverses, qu'elles soient tribales, jihadistes, toubous ou touaregs, surtout au voisinage des régions méridionales ou aux confins avec l'Algérie. Ce pays a opté pour une fermeture sévère et à une militarisation de ses des frontières avec la Libye. Selon les notes d'évaluation de la situation établies par l'état-major de Tamanrasset, les unités qui font office de gardes-frontières en Libye

⁵ L'EUBAM est composée de 110 experts officiellement issus des services des douanes et de police des pays européens et s'appuie également sur des experts militaires.

et principalement aux confins occidentaux de ce pays, sont systématiquement infiltrés par les milices tribales et les éléments issus des factions jihadistes.

Contrôler les frontières :

La Libye dans l'optique sécuritaire de l' « Europe forteresse »

Les missions assignées à la future structure de la sécurité en Libye seraient la répression des migrations et le contrôle des « territoires utiles » du pays et prioritairement, les champs pétroliers. Avec des frontières terrestres qui s'étendent sur 4000 km et des plages qui couvrent 2000 km face à l'Europe, la Libye est devenue après la chute de la Jamahiriya, une vraie passoire et un couloir de traversée vers le vieux et riche continent. Par conséquent, le premier objectif alloué aux forces de sécurité, dont l'armée, dans le projet d'« Europe forteresse » est uniquement d'ordre sécuritaire, à savoir limiter les migrations venant d'Afrique subsaharienne. Cette assignation du rôle de la Libye permet de penser que le projet EUBAM s'inscrit harmonieusement dans le programme FRONTEX (Programme de Gestion Intégrée des Frontières Extérieures), un programme qui étend son aire d'intervention dans les pays d'Afrique sahélienne et vise à filtrer les flux de migration par une coordination de l'action des gardes-frontières de plusieurs pays.

L'autre raison qui pousse les Etats européens à accorder une attention particulière à l'encadrement de la future structure de la sécurité, c'est la crainte face à l'émergence de trafics en tout genre, en particulier d'armes de pétrole et de stupéfiants. Des trafics qui menacent jusqu'à l'existence même de l'État libyen. Face à la fragmentation avancée du champ politique et territorial en Libye, l'UE n'a pas exclu la partition du pays comme scénario plausible. Un scénario destiné à parer aux plus négatives des perspectives politiques, celles de l'instauration sur le littoral sud de la Méditerranée d'un « Etat failli ». Perspectives aux conséquences sécuritaires incertaines sur toute l'Europe et le Maghreb. Cependant, il est à noter que face à la désagrégation du pays et de son autorité, les intérêts des grands groupes occidentaux présentent des approches paradoxales, sinon contradictoires. En effet,

force est de constater que dans le chaos qui règne en Libye, les grandes entreprises trouvent souvent le moyen pour faire des affaires. Le grand espoir de ces compagnies est loin d'être une pacification du pays, mais juste un minimum de stabilité, quitte à recourir à une privatisation de la sécurité.

Le climat d'insécurité qui prévaut en Libye laisse un espace important à de nouvelles sources de profits, à savoir le créneau de la sécurité privée. Créneau auquel la mission EUROBAM consacre 25 % de son budget afin de garantir la sécurité de son propre personnel. Actuellement, la lutte fait rage entre compagnies britanniques (Global Skills, Control Risks, G4S, Hart, Aegis, Blue Hackle) et françaises (Arcos, Geos, Amarante, Gallice) pour emporter le juteux marché libyen, notamment celui de la protection des infrastructures pétrolières. Cependant, depuis l'année 2018, date de l'entrée de l'armée de Haftar dans la zone du croissant pétrolier, la sécurité des sites est assurée conjointement par des unités relevant de la tribu des Mgharba et par les mercenaires de Wagner.

Le pétrole libyen :

L'impératif de sécurisation des lieux d'extraction.

Avant l'insurrection de 2011, la Libye était le deuxième producteur de pétrole du continent. Cette ressource constitue le premier objet de toutes les convoitises. Il y a lieu de rappeler qu'au plus fort de la lutte contre les derniers bastions loyaux à Kadhafi, le CNT avait promis 35 % du pétrole à Total. Une promesse qui suscita les rivalités de sa concurrente italienne ENI, l'entreprise leader dans le domaine d'extraction des hydrocarbures en Libye du temps de la Jamahiriya. Malgré les vagues de violence politique qui secouèrent le pays, les investissements de Total pour l'exploitation du gaz culminent à 130 millions de \$. Parallèlement à l'investissement dans les opérations d'extraction, un consortium alliant Total (France), Repsol (Espagne) et OMV (Autriche) a annoncé en octobre 2014, la découverte d'une nouvelle et importante réserve de pétrole dans le Fezzan occidental, une région « traditionnellement » attribuée aux concessions françaises.

Cet élan financier vers la prospection et l'extraction, dans une situation sécuritaire précaire et même dangereuse, constitue un paradoxe fondamental de l'investissement en Libye. En effet, les multinationales étrangères, pour développer leurs actions et accroître leurs investissements en Libye, ont à la fois besoin d'un Etat suffisamment faible pour leur accorder des contrats avec une contrainte minimale, tout en exploitant les possibilités et moyens de sécurisation des lieux des infrastructures pétrolières grâce aux factions tribales rémunérées directement par les compagnies.

CHAPITRE IV :
LE TERRITOIRE AU CŒUR DES CONFLITS ET DES PREDATIONS

L'effondrement de l'État en Libye à l'automne 2011, associé à des niveaux avancés de l'érosion de l'autorité au Niger et au Mali et aux profonds clivages politiques et armés qui opposent les belligérants de la guerre civile, a été à l'origine d'une série de crises sécuritaires d'ampleur dans l'ensemble de la région. La fragmentation territoriale offre toutes les opportunités pour l'émergence de lignes de fractures entre les composantes du pays. En effet, la Libye et principalement ses villes principales ont des particularités à souligner. D'abord la diversité tribale et ensuite, le cosmopolitisme. L'adversité entre les tribus, engagées séparément dans des alliances politiques opposées et l'intégration dans le conflit, de groupes ethniques entiers, originaires, dans la plupart des cas de régions très éloignées ou situées dans des pays voisins, ont contribué à conférer à l'affrontement au sein des villes libyennes, une dimension territoriale prégnante, embrassant souvent des zones extrêmement étendues. À ceci, il y a lieu d'ajouter l'importance que revêtent le trafic et la dissémination massive des armes dans l'élargissement du conflit. Les tribus et ethnies présentes dans la plupart des villes libyennes et dans les territoires voisins, disposent désormais d'importantes quantités d'armes pillées dans les arsenaux de la Libye et n'hésitent plus à revendiquer leurs droits sur leurs territoires historiques ou prétendus. Revendications qui participent à créer des foyers de tensions dans toutes les marges voisines de la Libye et à encourager les populations à se soustraire aux contrôles des autorités. Ainsi, il y a lieu de mettre en exergue les retombées des trafics transfrontaliers et les recompositions socioéconomiques profondes au sein des communautés. Les trafics entre la Libye et les territoires voisins ont connu une spectaculaire intensification. Les échanges informels ou illicites connaissent une croissance exponentielle avec le Niger, le Tchad, le Soudan, l'Algérie, le Mali et les villes libyennes sont, de ce fait, les plus importants pôles d'échanges de la région du Maghreb – Sahara - Sahel.

Parallèlement à l'importance croissante des flux de trafics, il y a lieu de souligner l'extension progressive et la valorisation des territoires et pistes où se déploient cette économie de la prédation. L'afflux des groupes impliqués dans les trafics, a

participé à l'interpénétration des activités d'économie illicite et de violence. Une interpénétration qui a encouragé l'arrivée de plusieurs groupes criminels armés en rupture de ban avec les confédérations tribales de la région. Ces groupes constituent un réel péril sécuritaire pour la population des principales villes en Libye. Le pays vit une situation d'affrontements à caractère tribal et politique mettant face à face des factions armées aux visées territoriales antagonistes. Mais à partir des premiers mois de l'année 2015, les affrontements dans la plupart des villes de la Tripolitaine particulièrement prennent désormais une dimension extrêmement violente et un caractère clairement criminel.

Cependant, un phénomène d'ordre anthropologique semble attiser les violences et consolider les situations d'instabilité dans les villes libyennes : les vengeances tribales. En effet, l'affluence de réfugiés en Libye ainsi que la récurrence des affrontements dans ses villes où se côtoient des tribus et ethnies issues du Sahel, ont des répercussions sur un très large territoire. Les personnes appartenant à des tribus présentes dans les villes libyennes occupent de très vastes territoires disséminés sur une large partie du Sahara-Sahel. Dans chaque ville, deux ou plusieurs tribus ou communautés d'immigrés se partagent souvent un même quartier et tout affrontement opposant des membres desdites tribus dans une région donnée, peut allumer un foyer de conflit armé au sein de la localité. De ce fait, les villes libyennes autant que les autres localités de la zone du Sahara-Sahel, deviennent le réceptacle et la caisse de résonance de toutes les tensions tribales sur un très large territoire englobant aussi bien la Libye que son voisinage. Avec l'augmentation du nombre de crimes de sang en Libye, aussi bien pour des raisons politiques que pour des règlements de compte de type criminel, les territoires tribaux disséminés dans le pays, le Tchad, le Niger et au Mali vivent un état de conflit par intermittence qui peut aller de l'affrontement armé à l'installation de barrages sur les routes, des tirs sur les terres frontalières communes aux atteintes aux biens de la partie adverse.

La dissémination des armes et la multiplication des milices ont créé des conditions pour l'émergence des revendications sociales et autour du territoire. Ainsi, les groupes tribaux, jadis fragilisés par des années de précarisation économique et d'exclusion politique, se sont employés à accéder aux ressources sociales et économiques en s'inscrivant dans une logique milicienne et en mobilisant aussi bien des hommes, des réseaux de solidarités que des armes pour s'assurer leur maîtrise de leurs territoires tribaux respectifs. L'avènement des milices tribales, la prolifération des activités de la contrebande et l'élargissement des pratiques de prédation, ont contribué à la consolidation de la fragmentation dans la plupart des villes libyennes, mais aussi et surtout, la mise en place d'un système de fonctionnement assurant une très grande autonomie à chaque groupe.

Les affrontements dans la plupart des villes libyennes ont scellé l'émergence de deux pôles distincts. D'un côté, les ethnies anciennement marginalisées, les loyalistes de la Jamahiriya et les adeptes d'un Etat unitaire et d'un autre côté, les factions armées originaires des villes considérées comme « victorieuses » et leurs alliés locaux. C'est dans ce cadre que les appels à l'autonomie des provinces et à la promulgation, dans une première étape, d'une entité fédérée ont commencé à gagner du terrain au sein de la population du Fezzan et de la Cyrénaïque, en particulier. Ces appels sont l'œuvre d'une large alliance tribale, mais ils sont aussi rejetés par les « Révolutionnaires ». Ces derniers estiment que ceux qui soutiennent le fédéralisme dans le Fezzan et dans la Cyrénaïque représentent le contingent des nostalgiques de la Jamahiriya et les partisans du « tribalisme archaïque ». Selon les leaders des factions « Révolutionnaires », les chefs des partisans d'un statut fédéraliste du Fezzan et dans la Cyrénaïque jouissent de puissants réseaux de soutiens, de la continuité spatiale avec leurs territoires respectifs et de la proximité de la frontière. Cependant, cette approche, bien que fondée sur des considérations de maintien d'un hypothétique Etat unitaire, vise en fait, à préserver le statu quo, lequel favorise, dans une certaine mesure, les milices « Révolutionnaires » de Tripoli et des villes du Nord. Celles-ci avaient été en 2018 et 2019, défaites militairement

dans tout le Fezzan et à Syrte à la suite d'une percée victorieuse et d'une opération géostratégique d'ampleur ayant permis aux factions alliées à l'armée d'étendre leur hégémonie sur leurs terres.

La montée des appels à l'autonomie n'est pas le seul élément favorisant la persistance des clivages dans le Fezzan et dans la Cyrénaïque. Ce sont plutôt les politiques de maintien d'une majorité de la population dans la marginalité ainsi que l'attitude vindicative des milices étrangères de « Révolutionnaires » à l'égard des ethnies jadis assujetties à l'ordre nouveau post-insurrectionnel et des loyalistes à la Jamahiriya qui attisent les rancunes et poussent les habitants à revendiquer leur part légitime des richesses de leurs territoires.

Face à l'enlisement de la situation sécuritaire et à la recrudescence de l'activisme jihadiste dans les provinces du Nord libyen, activisme qu'alimente aussi bien les dissensions internes que les immixtions des puissances étrangères ou celles des pays voisins, les élites de certaines villes du Fezzan et de la Cyrénaïque s'emploient à une réelle mobilisation susceptible de transcender les fragmentations claniques et ethniques dans le pays et les régions frontalières, où elles jouissent d'une crédibilité avérée.

Les milices armées animées par le désir de vengeance ou l'appétit de la prédation des ressources, les bandes criminelles en rupture de ban avec leurs tribus et les réseaux internationaux et globalisés de la contrebande dans les territoires est et méridionaux sont encore capables, pour des années encore, à exercer une grande influence sur les destins de la région en tirant profit des dissensions internes au sein du corps ethnique et tribal ainsi que dans les territoires du Fezzan et de la Cyrénaïque et leurs voisinages respectifs.

Les oppositions qui marquent encore les rapports entre certaines tribus et factions au sein des villes libyennes, constituent la trame des rapports politiques dans l'ensemble du pays. Si par le passé, du temps de la Jamahiriya, les tribus entretenaient des relations de clientélisme et de vassalité, certains clans ont profité du soulèvement de 2011 pour dénoncer leur allégeance à Kadhafi et s'instituer

maîtres de leurs localités. Cependant, la domination de toute ville s'avère difficile, sinon impossible, sans l'écrasement total des autres composantes tribales et ethniques locales. Ces dernières se sont généralement insurgées contre les velléités d'hégémonie des « Révolutionnaires », principalement venus des villes du nord et de la Tripolitaine en particulier et leur ont livré plusieurs batailles. Entre temps, les loyalistes de la Jamahiriya ont réussi à briser l'isolement dans lequel ils étaient maintenus par les nouvelles autorités et leurs alliés en constituant une coalition tribale regroupant, même de manière intermittente, tous les marginalisés de la nouvelle donne politique post-insurrectionnelle. Ainsi, plusieurs villes libyennes semblent désormais traversées par de profondes fractures tant politiques, territoriales, qu'ethniques et tribales, cette fracture se trouve inscrite dans l'espace urbain avec des quartiers isolés qui tentent de résister à tout processus de pacification.

À la suite de l'effondrement de l'État, qui est le principal pourvoyeur de ressources, la plupart des villes n'ont pas connu de phénomène de dépeuplement ou de retour des tribus dans leurs territoires et localités d'origine, au contraire. Les migrations vers les villes principales n'ont cessé de croître et de drainer de nouvelles populations. Bien plus qu'une centre de vie, la ville en Libye et principalement les capitales des provinces ou régions représentent dans l'imaginaire et les allégories des tribus, un point d'ancrage territorial, fondamental et vital. Pour ses habitants, la ville est un front de rencontres de plusieurs mondes et le lieu de leur interaction, en complémentarité ou en conflit. Il est impensable pour toutes les tribus de renoncer à cette frontière, à cette présence dans leur l'ultime marge de leurs territoires. Par conséquent, les factions armées tribales maintiennent une présence manifeste dans et autour de la ville pour veiller aux intérêts de leurs tribus respectives. De même, les élites maintiennent dans la ville, le lieu coutumier de leurs réunions ; les *marbouâa*, marquant ainsi leur attachement à leur localité comme lieu de leur pouvoir et comme centre de décision pour la tribu. Si l'issue d'un affrontement, quelque part sur une marge territoriale d'un groupe ou d'un lignage, peut passer

inaperçue, la perte de contrôle d'un quartier et même d'une rue dans une ville principale peut s'avérer catastrophique pour la tribu entière. La présence armée et le contrôle du territoire urbain est emblématique et toute défaite à ce niveau serait le révélateur de la faiblesse de la tribu, donc de son incapacité à faire front à toute agression. Une situation de faiblesse qui serait intenable dans un contexte de lutte incessante pour l'accaparament des ressources et la spoliation des territoires.

Sur un autre plan, la prédation des ressources publiques et privées accumulées depuis des décennies au sein de la ville et de ses environs, l'expansion de l'économie informelle qui a transformé le profil urbain des villes libyennes en marché à dimension régionale, la concentration des factions armées les mieux équipées et qui jouissent de légitimités aussi bien gouvernementales que tribales et la multitude des grands projets de logement du temps de la Jamahiriya, contribuent à faire des capitales de provinces et des régions, les lieux de toutes les compétitions entre les tribus et les ethnies locales.

Le territoire, la tribu et l'Etat « en creux » :

La fragmentation des territoires dans la Libye post-insurrectionnelle implique la mobilisation des concepts et des méthodes spécialement conçus pour étudier les rapports sociaux, les configurations géopolitiques et l'anthropologie. C'est par conséquent vers ces disciplines qu'il faut s'orienter, afin d'examiner dans le détail, les rapports de force, les relations de pouvoir à la suite de l'effondrement de l'Etat et la territorialité.

Une décennie après l'insurrection en Libye et l'effondrement de la Jamahiriya, dans les situations qui ont succédé à l'implacable autorité de Kadhafi, situations marquées par le chaos milicien, il importe de reposer une interrogation fondamentale : *« Quelles implications et conséquences de l'effondrement de l'Etat sur les territoires dans une société à caractère tribal ? Quelles dynamiques s'établissent entre une situation politique où l'Etat est absent ou effondré, d'une part et la résurgence des tribus, d'une autre part ? »*. Cette interrogation cible aussi une autre préoccupation, celle de la quête de

compréhension de certaines situations dans l'ensemble de la région qui présentent certains traits similaires à la configuration en Libye. Il faut insister à ce propos, que le cas libyen constitue un terrain où les rapports entre l'Etat et les territoires ont connu des configurations extrêmes et parfois même singulières, notamment à cause de l'effondrement de la Jamahiriya et de l'émergence d'une multitude d'autorités locales tribales et miliciennes. Toutefois, il n'est pas certain qu'il s'agisse d'une particularité libyenne. Les observations, dans plusieurs autres pays, des processus de fragmentation, ne semblent pas approuver l'hypothèse que ces dynamiques soient circonscrites uniquement à l'intérieur de la Libye. La plupart des pays du Sahara - Sahel connaissent, certes à des degrés divers d'intensité ou de profondeur, des dynamiques similaires qui seraient déjà en œuvre. L'édification territoriale, issue de l'émergence des Etats de la vague des indépendances du milieu du siècle dernier, connaît des remises en cause souvent dissimulées par les pouvoirs, mais parfois dévoilées, de la part des mouvements de sédition ou de la montée en puissance des régionalismes et des localismes à caractère ethnique et tribal⁶. Le récit officiel autour de l'unité nationale et de la sauvegarde de l'intégrité territoriale de l'Etat ne semble plus convaincre certains acteurs issus des dynamiques de la fragmentation des constructions politiques et sociales. Le narratif officiel de la souveraineté de l'Etat sur l'ensemble du territoire est désormais soumis à une remise en cause concomitante aux changements dans les rapports de force locaux et régionaux. La réflexion autour des territorialités tribales dans les pays qui connaissent des situations de délitement des autorités, pourrait constituer un apport pour l'approche géographique à la réflexion sur le pouvoir dans des configurations de crise et même d'effondrement des Etats. L'approche par les territoires comme lieux de déploiement des dynamiques de fragmentation et de recomposition des espaces

⁶ En Tunisie, pour ne citer que ce pays pourtant à très forte tradition centralisatrice, les affrontements de Méthlaoui en 2011, la prolifération des Tanssikiyat (coordinations) à caractère clanique dans plusieurs régions du pays pour la revendication du prélèvement sur les ressources extraites localement et surtout l'institutionnalisation de la coordination du Kamour à Tataouine et son officialisation par les autorités, en qualité de mouvement représentatif des clans de la région, ne sont que les facettes saillantes d'une « *arouchisation* » (transfert aux clans tribaux locaux) de des territoires.

communautaires, permet d'identifier des tendances significatives inhérentes aux nouvelles représentations et aux pratiques du politique et ce, du fait que ces « territoires de l'urbain », bien que constitués par la concrétude de l'édifié, sont loin d'être des objets statiques. En effet, l'observation sur le terrain fait ressortir l'importance des résolutions des conflits, lesquels débouchent sur des compromis et des pratiques de réconciliation coutumière à l'écart des canaux officiels et des cadres étatiques. Ces arrangements contribuent à l'émergence, au grès des interactions, d'un cadre alternatif de gestion politique ou de régulation des rapports entre les acteurs en présence.

Les guerres et les situations de sédition ont mis à nu l'asymétrie des rapports de force entre les groupes ethniques, les tribus et les factions et ont contribué à raviver les lignes de clivage anciennes héritées des processus historiques d'édification des Etats, pas seulement en Libye, et de ce que les politiques de ceux-ci avaient généré comme inégalités et mécanismes d'exclusion de communautés entières.

CHAPITRE V :
DES PISTES POUR SORTIR DE LA CRISE

A la lumière du blocage politique et de la recrudescence de la violence, les pays voisins autant que la communauté internationale, sont appelés à arpenter de nouvelles pistes afin d'esquisser un nouvel accord en Libye. Or, aucun accord politique n'est envisageable sans la participation du plus large spectre sociétal, tribal, politique et milicien, y compris les partisans de l'ancien régime. Ces derniers sont, depuis le déclenchement de l'opération *Karama*, au cœur de la lutte contre le terrorisme. Il n'est un secret pour personne, que les succès importants remportés par le Général Haftar à Benghazi, capitale de l'Est libyen, sont dans une grande part dus au soutien stratégique des factions de l'ancienne armée de Kadhafi. La réapparition du fils de l'ancien « Guide », Seïf Islam Kadhafi et sa candidature à la présidence ont changé la donne politique dans le pays et cristallisé une grande adhésion autour de sa personne dans la plupart des régions libyennes. De même, le succès d'une solution politique en Libye dépend, dans une large mesure, de la capacité des parties en conflit à trancher sur trois questions fondamentales :

- La redistribution des dividendes de l'exportation du pétrole entre les provinces du pays ;
- La consolidation ou la reconstruction de l'Armée avec pour principale pierre d'achoppement, les rôles consacrés respectivement au Général Haftar, aux milices, aux anciens officiers loyaux à la Jamahiriya et à la doctrine ;
- La carte des alliances étrangères avec pour corollaire, la réduction des ingérences des pays dans la conduite des affaires intérieures, y compris la gestion des conflits armés et l'évacuation immédiate de toutes les factions de mercenaires.

Dans cette perspective de recherche d'une sortie de crise et d'une solution politique susceptibles de recueillir l'approbation du plus large spectre des forces en présence en Libye, il est possible de proposer une série de recommandations qui se résument comme suit :

- Mettre en synergie tous les efforts visant à créer des institutions et des structures étatiques unifiées par le dialogue pacifique et via les conseils locaux de médiation tribale ;
- Lancer un véritable processus de réconciliation nationale avec des mesures efficaces de renforcement de la confiance en évitant toute forme d'exclusion ou de marginalisation des composantes politiques, tribales et ethniques du pays à l'exception des factions terroristes ou de celles qui se sont livrées à des actes de génocide. A ce titre, il est impératif d'élargir le spectre des parties engagées dans le processus politique en dépassant les clivages révolutionnaires/loyalistes et envisager une réelle et effective concorde nationale grâce à une amnistie au profit des cadres de l'ancien régime ;
- Reconnaître aux provinces leurs droits sur une partie des ressources pétrolières et engager un véritable projet de révision des politiques d'aménagement du territoire susceptibles de permettre le développement des régions périphériques écartées jusque-là des retombées de la rente pétrolière ;
- Unifier les instruments régionaux et les initiatives conduites par les pays de la région ;
- Valoriser les structures de sécurité et de défense disséminées sur le territoire y compris celles qui ont une obédience tribale et veiller à mettre en œuvre un processus de construction « par le bas » d'une structure militaire et de police centrale unique ;
- Aider les structures étatiques en présence à renforcer leurs capacités de gestion efficiente des régions frontalières en soutenant les initiatives de pacification des relations locales transfrontalières et par voie de conséquence, trouver des alternatives aux trafics dangereux tout en persévérant dans la lutte contre les réseaux de drogue et les groupes terroristes. Ceci ne peut être envisagé sans l'unification des efforts de surveillance des frontières et leur sécurisation par le « social ». En d'autres termes, promouvoir le « trafic positif » et les activités

économiques liées aux activités spécifiquement frontalières par le biais d'accords bilatéraux fondés sur les particularités des communautés locales ;

- Poser la question de la citoyenneté pour les ethnies longtemps brimées par l'ancien régime et principalement, les Amazighes, les Toubous, les Ahalis et les Gorâanes, en inscrivant clairement leurs droits linguistiques, culturels et sur les ressources dans la prochaine constitution ;
- Promouvoir une approche de sécurité localisée et améliorer les échanges d'informations d'État à État tout en repensant les relations, les accords et les partenariats dans un cadre de cohérence étayé par des initiatives. Initiatives fondées sur la recherche de solutions créatives et novatrices pour relever les défis et les menaces liées à l'économie et à la sécurité communautaire et politique ;
- Elaborer d'avantage de recherches et d'études sur la Libye et son voisinage afin de parvenir à une meilleure compréhension de la situation sur le terrain.

Réactivation et actualisation des conseils tribaux coutumiers de réconciliation et de médiation en Libye post-insurrectionnelle

Les débats actuels et les agendas en Libye semblent converger vers la question des élections et de la refonte de l'architecture institutionnelle dans le pays. Bien qu'étant un socle important pour toute sortie de crise, mais le processus politique tel que conçu par les instances onusiennes est loin de pouvoir répondre aux véritables clivages qui traversent le corps social en Libye. L'interrogation qui se pose pour tout observateur proche des complexités inhérentes aux dynamiques dans ce pays est la suivante : « Est-il possible, grâce aux élections de pacifier un pays dont les clivages sont extrêmement vivaces et où le concept de domination demeure central dans les représentations du politique ? »

En l'absence d'une réconciliation générale issue d'accords sociaux entre toutes les parties engagées dans le conflit, de manière aussi bien civile que coutumière, il est très improbable de voir le processus politique mener à une réelle stabilisation du pays. A ce titre, les conseils de réconciliation coutumière doivent être revitalisés et

appelés à jouer pleinement leur rôle en prélude à la tenue des élections et le renouvellement des institutions.

En effet, depuis les premiers affrontements qui ont succédé à l'insurrection de 2011, des initiatives furent entreprises par les chefferies tribales pour mettre fin à des actions violentes entre les groupes de belligérants. Ces initiatives ont jeté, dans la Libye post-insurrectionnelle, pays où l'Etat s'est effondré, les assises d'une nouvelle approche de la pacification des régions en conflit. Ces tentatives de pacification étaient menées en dehors de toute forme d'intervention des autorités centrales et ont réactivé des traditions de médiation profondément ancrées dans les traditions tribales de la société libyenne.

Cependant, il y a lieu de relever que des mutations et des déstructurations profondes ont affecté le tissu sociétal libyen, depuis la chute de la Jamahiriya. En effet, « l'Etat des masses » rêvé par Kadhafi avait pour fondement un système de distribution de la rente articulé autour d'un clientélisme dont les principaux acteurs sont les chefferies coutumières tribales. Ces dernières avaient pour principal attribut d'assurer la redistribution en contre partie de l'allégeance. L'effondrement de l'Etat s'est accompagné par la déchéance d'une partie importante de l'élite tribale traditionnelle et l'effacement de son rôle de médiateur au sein de la société. Cette déchéance s'est aussi accompagnée par la recrudescence des affrontements entre les factions armées dans la plupart des régions du pays.

En cette période de fracture violente sur l'ensemble du territoire, les canaux officiels de médiation et de négociation pour l'arrêt des hostilités, qui avaient été mis en place par les instances internationales et les divers gouvernements de Tripoli, se sont avérés obsolètes et ne pouvaient de ce fait remplir leur mission. Face à cet échec des nouvelles instances, une partie des représentants des élites tribales traditionnelles, certains chefs miliciens et des leaders locaux issus de l'activisme politique dans les villes se sont imposés comme des interlocuteurs acceptés par la plupart des parties en conflit armé. Par endroits, ils ont réussi à s'interposer et à réaliser de réelles percées en matière de désengagement des forces

combattantes ou d'amélioration des conditions sécuritaires dans leurs localités, notamment à la suite des affrontements de Tripoli de l'année 2019.

Progressivement et à la lumière de l'enlisement de la « solution » politique prônée par l'ONU, les acteurs ayant fait l'expérience des armes au sein des milices et qui avaient exprimé leur opposition au tournant nihiliste de la guerre civile, ont commencé à jouer un rôle de plus en plus déterminant au sein des groupes de médiation. Jouissant d'une certaine aura auprès des jeunes en armes et fins connaisseurs des enjeux et techniques miliciennes, ils sont parvenus à réaliser de francs succès, principalement, lors de la pacification de la région proche de Tripoli et la négociation du déplacement de Seïf Islam Kadhafi à Sebha afin de déposer sa candidature aux élections présidentielles.

Grâce à ces actions de pacification et de médiation, les actions de désengagement des forces en conflit ont pris une nouvelle tournure. Elles ne sont plus perçues, par les populations traumatisées par la guerre et les multiples agressions, comme de simples actes de bonne volonté, mais comme de réelles opérations qui profitent à l'ensemble des communautés en présence. Le « champ » d'intervention de ces groupes de réconciliation a été progressivement étendu pour englober les missions de la gestion de la sécurité, de la régulation des processus de vengeance tribale (al thâr) et l'ouverture des pistes entre les territoires des communautés en conflit, principalement le dégagement de la route littorale décidé par la commission militaire et sécuritaire 5+5, mais resté lettre morte jusqu'à l'intervention des comités de réconciliation. Ces comités ont été, à plusieurs reprises, sollicités pour rendre des verdicts dans des contentieux importants qui relèvent du prix du sang d'un chef tribal important (diya) ou de l'application de la sentence de bannissement à l'encontre des kidnappeurs (hraba). La plupart des sentences prononcées ont été respectées par les diverses parties.

Les succès des missions de réconciliation ou de jugement des crimes importants sont dus à une multitude de raisons. La principale est la mise en synergie, de la part des acteurs au sein de ces groupes, des capacités de négociation des élites

coutumières, la fine connaissance des cadres juridiques des fonctionnaires issus de l'administration municipale locale et la maîtrise des aspects militaires et sécuritaires de la part des anciens miliciens ainsi que l'engagement sur le terrain des activistes. Aussi, est-il permis de formuler ce constat qui stipule que les instances de règlement des conflits en Libye, prennent de plus en plus, une configuration tribale coutumière, mais qui intègrent désormais des éléments issus des élites « nouvelles » aussi bien miliciennes que civile. En d'autres termes, nous assistons à une confluence entre les composantes très diversifiées ayant des connaissances et des expertises dans le domaine de la médiation qui sont complémentaires, mieux appropriées aux nouvelles conditions sur le terrain et répondant aux contraintes de l'absence de toute forme d'autorité de l'Etat.

Cependant, l'importance du rôle des groupes de réconciliation et de médiation ne devrait pas occulter les difficultés qu'ils rencontrent. Difficultés inhérentes à l'absence de toute forme concrète d'institutionnalisation de ces initiatives et parfois même, la concurrence entre elles. En l'absence de référentiels institutionnels et à cause des interférences souvent intentionnelles des partis politiques ou des factions armées, certaines médiations ont été vouées à l'échec malgré l'engagement sincère des acteurs. En effet, il a été relevé que certaines actions de pacification entreprises par les élites locales ont été abandonnées à cause de l'absence d'une institution susceptible de garantir leur pérennité. A ce titre, il faut rappeler que les médiations parviennent souvent à des accords qui prévoient des formes de compensation pour les populations lésées ou le versement des dédommagements aux familles des victimes. D'autres accords stipulent la réalisation de la part des autorités (sans autres précisions malgré l'absence manifeste et reconnue de celles-ci) de certaines actions, notamment de travaux de restauration des infrastructures ou de logements. Or, avec l'effondrement de l'Etat et de ses institutions dans la plupart des régions et surtout dans la Tripolitaine et le Fezzan, ces accords, même avec les meilleures volontés, sont inmanquablement condamnés à terme à l'échec. Nous sommes en face d'un dilemme ; la faillite des institutions de la justice pousse les communautés

à réactiver les instances de médiation coutumières en réactualisant leur composition, mais celles-ci ne peuvent réellement assurer la pérennité de leur rôle que grâce au concours des autorités susceptibles d'appliquer les clauses des compromis ou des jugements.

L'instabilité en Libye a eu, depuis 2011, un énorme impact sur son voisinage. Cependant, les crises économiques et sécuritaires qui secouent actuellement le Maghreb et les pays du Sahel risquent de s'amplifier si le chaos perdure en Libye. La prolifération des foyers de sédition terroriste est alimentée par un nombre non spécifié et non quantifiable d'armes et de munitions de l'arsenal libyen mis en circulation par les réseaux de contrebande. L'afflux de migrants clandestins, convoyés à travers le Sahara par de puissantes milices, a clairement exacerbé une situation humanitaire déjà précaire et fragile sur le littoral libyen. Ce dernier se serait probablement plus, dans un avenir proche, la frontière du désordre libyen, si le processus de fragmentation politique et territoriale n'est pas circonscrit.